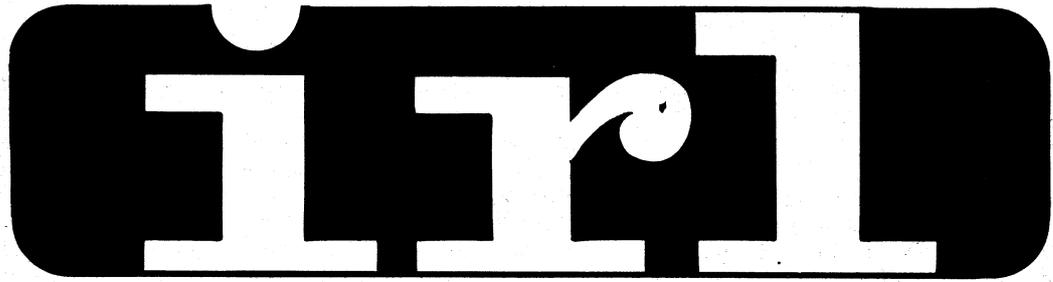


CENTRE DE DOCUMENTATION
LIBERTAIRE DE LYON
13, Rue Pierre Blanc

Informations

N°13-4F

rassemblées à



LYON
et la région

RHONE

ALPES

JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE

HONGRIE

56



le socialisme d'etat
contre les ouvriers

TARARE ou les bienfaits de la mono industrie

12.000 habitants, Tarare est le berceau de la mousseline, et maintenant la capitale du rideau. Industrie débutante

en 1850, elle fut d'abord traitée par des canuts artisans dont le dernier arrêta ses métiers cette année pour faire place aux industriels qui surent éviter l'implantation d'autres activités.

La situation en 1976 est la suivante:

- 400 chômeurs recensés, fermeture de la S.N.A., S.N.A.T., J.B. MARTIN (200 emplois). Menaces de licenciements chez THIVEL, NOYEL et CHATELARD. Et puis la grosse affaire: Champier, 600 ouvriers, 5 usines, prévoit 170 licenciements et peut être la vente totale.

Situation peu brillante pour une ville où 78% de la population active se consacre au textile.

Pour comprendre cette faillite il faut rappeler que Rhône Poulenc, fournisseur presque exclusif de matières premières, émigre de France. En effet, comme le prétendait un patron tararien cette année, la productivité en France est trop faible, les patrons n'ont pas assez de pouvoir et l'inspection du Travail manque de compréhension lorsqu'il s'agit de licenciements.

Alors il faut réaliser des profits sous d'autres cieux avec la bénédiction du Gouvernement, du groupe financier FINATEX et des multinationales qu'il faut bien suivre. J.B. MARTIN l'a bien compris qui, après avoir fait ses gains pendant 70 ans à Tarare, implante ses usines aux USA, en Angleterre, au Canada, puis dernièrement au Brésil. Pour payer les indemnités de licenciements à Tarare, la subvention pour création de 320 emplois à Yzieu (loire) lui suffira largement!

Il y avait belle lurette que les industriels de la confection avaient mis la clé sous la porte.

Ne restaient que l'impression, le flockage, l'apprêt, le tissage du voile et le rideau. Activités qui pour être «compétitives» ne pouvaient supporter la concurrence des salaires ou l'intérêt au travail suscités par d'autres industries. Reconnaissons qu'en la matière nos industriels ont su se montrer efficaces. Quitte pour cela à arroser quelques têtes ouvrières d'un grade quelconque au risque d'avoir finalement 40,2% d'ETAM et de Cadres dans une entreprise comme CHAMPIER.

Après avoir prospéré pendant 1/2 siècle, et s'être créé des réserves très importantes de capitaux en sapins, investissements qui lui semblaient plus profitables que l'achat d'une machine, CHAMPIER capote: mauvaise gestion, vieillissement de l'outil de travail.

Depuis 5 ans il entreprend son plan de restructuration. Premier objectif: supprimer l'impression. L'opération était simple: refus de commandes ou prise de commandes à perte. Le déficit de plus en plus grand est aujourd'hui aux dires des frères DOLIGEZ patrons de CHAMPIER, de 10 millions de nos francs. Etaler son déficit au grand jour, pleurer son souci devant les Pouvoirs Publics, devait suffire à soumettre la classe ouvrière et à faire affluer l'aide de l'Etat et du Département. La solution à financer sortait toute fringante de leur carton: on change de production, d'ailleurs des accords sont déjà passés avec DUPONT DE NEMOURS, par exemple.

Mais le plan était boiteux: FINATEX ne s'intéresse plus au marché français depuis le départ de Rhône-c. Poulenc Dans ces conditions l'Etat refuse toute aide. Et les frères DOLIGEZ ne comprennent pas que l'opération se solde ainsi par un échec.

600 ouvriers, 5 usines: qu'en faire? RIVIERE le UDR et MYOUD le RI s'affolent: il en va de la reconquête de la municipalité. Alors on Poniatise et on appelle des requins au secours. ACACHE-WILLOT arrive: ce pourrait être le salut; ça durera bien jusqu'aux municipales.

Fin juillet comme fin août c'est l'incertitude la plus totale. Avec la fin des CHAMPIER ce serait l'agonie de Tarare qui deviendrait en deux ou trois ans une ville dor-toire de l'ouest lyonnais.

La population s'inquiète: les seigneurs de Tarare ont perdu leur assurance. Le commerce va dépérir.....

Les organisations syndicales réagissent fermement, FO à sa manière, en désapprouvant toute manifestation intempestive dans la rue. La CGT réclame une table ronde, elle avait des propositions à faire. Mais les princes qui nous gouvernent n'aiment pas recevoir de conseils. La CFDT entend se battre avec la population sur place, pour le maintien des emplois. Une étape de la lutte fut la manifestation du 31 juillet, jour de la fermeture de J.B. MARTIN (notons que la veille, le patron en fêta la mort à sa manière: distribution de médailles, champagne etc.....). Un moment désarçonnée la population réagit. Et nous espérons que dans une ville où les traditions de luttes sont bien absentes, les progrès enregistrés hier, feront un boum et donneront un résultat positif à nos revendications: maintien des emplois sur place, NON A TARARE VILLE MORTE.

UNION LOCALE CFDT.

Syndicat du textile
de Tarare
CFDT

Tarare
le 10 septembre
1976

Lettre ouverte à monsieur le Président Directeur
général des Teintureries de la Turdine.

Monsieur,

Aujourd'hui vous êtes dans l'incertitude la plus totale et ne savez qu'annoncer à votre comité d'entreprise. Croyez bien que cette incertitude pèse lourdement sur les ouvriers et employés de vos usines, même si le souci extrême n'a pas chez eux les mêmes motifs que chez vous.

Croyez bien aussi qu'ils ont cru comprendre ce qui vous a entraîné dans la situation présente et ils condamnent ces faits. Pour avoir, par tous les moyens en votre possession, rendu impossible l'implantation d'activités nouvelles à Tarare, c'est vous et vos homologues tarariens qui êtes responsables du chômage qui sévit à Tarare. Et nous vous tenons hautement gré de cette situation.

Cette volonté était motivée par la crainte d'avoir dans votre fief des ouvriers relevant de conventions collectives plus favorables que celle qui règne dans le textile.

C'est cette volonté qui vous a entraîné à une gestion telle qu'aujourd'hui vous avez presque autant d'ETAM et cadres que d'ouvriers à la production.

Cette gestion curieuse ne vous a pas empêché de faire les profits nécessaires à l'achat de tout terrain disponible et d'y planter des sapins. Maintenant que vous avez besoin d'argent frais, puisez dans ces ressources. Même si les terrains sont hypothéqués, les sapins sont bons à couper maintenant.

Nous souffrons avec vous du fait que les chasseurs de Tarare ont encore quelques terrains, en dehors de vos propriétés, à part la pêche, pour exercer leur activité! Cette situation qui risque de se perpétuer est bien triste pour vous.

Voici 5 ans que les difficultés existent. Ce qui vous amène d'une part à jouer quelque peu avec les sociétés, d'autre part, à prévoir le futur, puisque vous saviez cette situation néfaste pour l'avenir. L'avenir était dans ce changement d'activités. Pour cela il vous fallait jouer sur deux tableaux: éteindre toute velléité de rébellion de la classe ouvrière et amener l'aide de l'Etat et du département. Le moyen était simple: pouvoir annoncer au grand jour un large déficit. Vous l'avez créé par la seule usine, route de Lyon.

Hélas, lorsque courant juillet vous lanciez le deuxième point de votre plan, les finances ne suivirent pas. Vous aviez oublié que Rhône Poulenc quitte la France, en qu'en conséquence Finatex ne s'intéresse plus au marché fran-

çais.

L'argent frais n'arrive pas. Vous vendez l'usine route de Violay à son client le plus important, mais ça ne suffit pas encore.

Rassurez-vous vos compères messieurs Rivière et Mayoud sauront bien vous trouver une solution qui puisse durer jusqu'aux élections municipales.

Ce genre de solution, sachez le n'aura pas notre aval.

Nous voulons le maintien sur place des emplois.

Nous ne voulons pas, avec toute sa population, que Tarare devienne une ville morte, une ville dortoir.

Nous saurons veiller à ce que cela ne soit pas. Nous lutterons de toutes nos forces pour que tous prennent conscience que l'avenir n'est plus dans le capitalisme aveugle que vous incarnez ici, mais dans une société socialiste autogestionnaire.

Veuillez agréer, monsieur, nos salutations.

Syndicat du textile de Tarare CFTD.

MERGERON • VICAT LE DASSAULT GRENOBLOIS

L'AFFAIRE DASSAULT.

L'affaire Dassault est actuellement sur toutes les lèvres ou plutôt était, puisqu'avec la constitution, en ce mois de novembre 1976, d'une commission d'enquête parlementaire sur les sociétés aéronautiques françaises, on peut prévoir un enterrement de première classe.

De quoi Dassault est-il accusé? Principalement de fraude fiscale. D'après le dossier «de Vathaire», la fraude porterait sur une somme de un milliard et demi de francs, et, d'ores et déjà, on apprend qu'un redressement fiscal opéré par l'administration des finances se monte à 11,5 millions de francs (soit 1% de la fraude présumée...). Et comment en est-on arrivé là? A la suite d'une enquête de la police? Non, à la suite d'une dénonciation de la part d'un des hommes de confiance de Dassault, le chef comptable de la plus importante de ses sociétés, la GIMD (Générale Immobilière Marcel Dassault). C'est l'aboutissement d'un conflit interne, d'un «réglement de compte» qui, n'ayant pu être réglé à l'amiable, a ainsi éclaté au grand jour. Sinon, on n'aurait jamais su ce qui se passait réellement.

En effet, Dassault n'a pas vraiment violé la loi. Il a simplement su l'utiliser au maximum à son profit (comme Chaban Delmas avec la technique de l'avoir fiscal) et c'est bien là qu'est le scandale: non pas dans un «mauvais» fonctionnement de la loi, mais dans le fonctionnement même de la loi. Ce n'est pas l'affaire Dassault qui est un scandale, c'est la loi.

UNE DÉNONCIATION ANONYME.

Des affaires Dassault, il y en a tous les jours. A une moindre échelle bien sûr. Et la plupart du temps on n'en entend même pas parler. Raison de plus d'en parler lorsqu'il s'agit d'une entreprise régionale à dimension nationale et même internationale, comme la société des ciments Vicat, objet du présent article.

De quoi s'agit-il? La société Vicat, dont le siège social

est à Grenoble, est le troisième producteur français de ciment. Son chiffre d'affaire (586 millions de F en 1974) en augmentation de 41,5% par rapport à 1973) la place dans les tous premiers rangs des entreprises de la région Rhône-Alpes.

Dans cette affaire, tout a commencé avec l'envoi d'une lettre de dénonciation datée du 13 janvier 1975 et adressée à 6 des 13 administrateurs de la société, lettre signée «un groupe d'actionnaires». Dans cette lettre, les auteurs indiquaient qu'*ils ne pouvaient tolérer plus longtemps que la situation continue de se dégrader et que les fonds de la société soient détournés à des fins personnelles*. La lettre s'accompagnait d'une note d'information dénonçant l'établissement de fausses factures et mettant notamment en cause deux sociétés satellites Augereau et Hoche, toutes deux constituées sous la forme de sociétés anonymes.

Sur plainte des 6 administrateurs, une instruction fut ouverte pour abus de biens sociaux et, muni d'une commission rogatoire du juge d'instruction, le service régional de police judiciaire déclanchait le 18 avril 1975 des opérations de contrôle dans les bureaux administratifs de la société. C'est donc à la suite d'une dénonciation d'ordre privé que la justice s'est décidée à intervenir. Première surprise: les policiers découvrent que, si les sièges administratifs des deux sociétés sont différents - 30 Bd Gambetta à Grenoble pour Augereau, 36 rue Lesdiguières pour Hoche - ils se trouvent en fait dans un même immeuble d'angle, au même étage et communiquent entre eux.

L'étude des documents saisis, révèle que les factures présentées par la société Augereau à la société Vicat font apparaître - pour la seule année 1974 - une majoration de

5 millions de francs par rapport au coût réel des travaux effectués. La technique utilisée consiste ici dans la modification des caractéristiques (longueur, volume, poids) des ouvrages effectivement réalisés par Augereau pour le compte de la société Vicat. Or, Augereau, qui a en premier lieu pour objet «l'étude et la réalisation de tous travaux de génie civil», a construit deux des quatre plus récentes usines de production de ciment Vicat (Xeuilley, près de Nancy et La Grave de Peille dans les environs de Nice).

UNE AFFAIRE DE FAMILLE

C'est ici que cela devient intéressant. En effet, la société Augereau — créée sous la forme d'une S.A.R.L. au mois de juillet 69 et transformée en société anonyme au mois de février 1973 — a été constituée au départ avec un capital de 100 000 F apporté à 90% par la famille Merceron-Vicat : André, actuel P.D.G. de la S.A. Ciments Vicats, son épouse, leurs quatre enfants, Jacques, directeur général de la S.A. Ciment Vicat (et sa femme), Robert, Isabelle et Claude (et le mari de celle-ci, Michel de Lavernolle) ; les 10% restant étant apportés par Mr Jean Chaix, directeur financier de la S.A. Ciment Vicat, et Mr Henri Rascol (décédé depuis), administrateur de plusieurs filiales du groupe Vicat. Dans de telles conditions, les réunions du Conseil d'administration ne devaient guère poser de problèmes... !

Or que constate-t-on dans le court passé (moins de six ans au moment des faits) de cette société ? Quelle a procédé, par incorporation des bénéficiaires, à trois augmentations de capital, faisant passer celui-ci de 100 000 F à 1 million de F en 1971, 4 millions en 1972 et 7 millions en 1974, soit une augmentation de plus de 7 000 % en 5 ans ! Et naturellement ces opérations ont donné lieu à chaque fois à la création de parts ou d'actions distribuées gratuitement aux associés. L'augmentation du capital nominal des divers actionnaires a donc crû de manière spectaculaire. Ainsi telle associée qui avait placé 30 000 F en 1969 a pu voir sa mise atteindre 2 625 000 F à la fin de l'année 1974 ; c'est à dire un montant équivalent à 87 fois la mise de fonds initiale !!!

Comme par hasard, le 31 janvier 1975 (soit quelques jours seulement après l'apparition de la lettre anonyme dans les mains de certains administrateurs de la S.A. les Ciments Vicats), la répartition du capital de la société Augereau est précipitamment modifiée. Au 49 000 des 70 000 actions sont revendues (au taux initial de souscription) à la société Béton-travaux, filiale de la S.A. des Ciments Vicats... Mais ce tour de passe-passe ne pouvait masquer le fait que jusqu'à ce 31 janvier 1975, la S.A. des Ciments Vicat n'avait jamais eu le moindre intérêt dans la société Augereau. Et si l'on conçoit clairement quels avantages substantiels pouvaient retirer les actionnaires de la société Augereau en gonflant artificiellement les résultats d'exploitation, tout devient lumineux lorsqu'on apprend qu'à l'intérieur de la S.A. Ciments Vicat (et ce par suite de diverses absorptions, notamment des Ciments de Voreppe et des Ciments de la Porte de France), la famille Merceron Vicat ne possédait plus que 12 % du capital.

Dans le même temps, le mécanisme mis en place à propos de la société Hoche était de la même veine : fournisseur privilégié de la S.A. Ciment Vicat pour l'« étude et l'exécution de tous travaux comportant l'emploi du ciment », 75 % des parts de Hoche appartenaient à la famille Merceron-Vicat. Les opérations étaient du même type que celle de la société Augereau mais portaient sur des sommes de moindre importance bien qu'étant tout de même plus que substantielles !

ABUS DE BIENS SOCIAUX ET FAUSSES FACTURES

En tant que P.D.G. de la S.A. des Ciments Vicats, André Merceron-Vicat (avec pour complice son fils Jacques, directeur général et Jean Chaix, directeur financier) passe des commandes de travaux aux sociétés Hoche et Augereau. En sur-facturant les dits travaux en retour, les trois complices enrichissent Hoche et Augereau et appauvrissent d'autant les Ciments Vicat. Or, la famille Merceron-Vicat (dont André et Jacques) ne détient plus que 12 % de la société Ciments Vicat — entreprise appauvrie — contre 4 90 % (plus 5 % pour Jean Chaix) de la société Augereau

et 75 % de la société Hoche — entreprise enrichie —. Dans le premier cas la perte n'est que de 12 % du total, alors que dans le deuxième, le gain est respectivement de 90 et 75 % du total. Pas mal, non ? Nous nous trouvons donc devant un cas typique d'« abus de biens sociaux », l'affaire devait évoluer dans les premiers mois de 1976 pour déboucher sur deux nouvelles inculpations prononcées dans la même affaire contre André et Jacques pour « faux et usage de faux ». En effet, pour se défendre de l'inculpation d'abus de biens sociaux, André et Jacques avaient réagi : « Comment, firent ils savoir autour d'eux, on nous accuse d'avoir voulu monter cette affaire à des fins personnelles alors que dès 1969, en proposant de constituer la société Augereau nous nous sommes engagés lors d'un conseil d'administration de la société Vicat à restituer ultérieurement à cette société et au prix initial l'ensemble du capital social d'Augereau ? »

Malheureusement pour eux, des experts nommés par le magistrat instructeur eurent tôt fait de découvrir dans le procès verbal daté de mai 1969 qu'un paragraphe prévoyant le retour du capital d'Augereau dans le patrimoine des Ciments Vicats était tapé à l'aide d'une machine à écrire différente de celle utilisée pour le reste du procès-verbal... Le délit de « faux et usage de faux » était donc bien constitué et ne pouvait que renforcer la première inculpation pour « abus de biens sociaux ».

LA JUSTICE SUIT SON COURS... LENTEMENT

13 janvier 1975 : l'affaire est portée sur la place publique ; décembre 1975 : inculpation pour abus de biens sociaux ; janvier 1976 : inculpation pour usage de faux ; novembre 1976 : on attend toujours la suite des événements...

Au yeux de la loi, les inculpés tombent sous les coups des articles 150 et 151 du Code Pénal : ils risquent de 1 an à 5 ans de prison et une amende de 1 000 à 120 000 F. A l'heure actuelle, lorsque ce genre d'affaires arrive devant le tribunal plusieurs années se sont passées. Prévenus libres en général, les inculpés ont eu le temps d'arranger au maximum leurs intérêts et ne sont le plus souvent condamnés qu'à des peines de prison avec sursis et des amendes dérisoires par rapport au montant du détournement.

De plus, c'est uniquement parce que les Merceron-Vicat se sont montrés trop gourmands et de façon trop voyante que l'affaire a éclaté. En effet normalement une société peut louer à une société entièrement contrôlée des installations ou du matériel à des prix prohibitifs, lui commander des travaux en les surpayant. La loi de 1966 n'interdisant pas ce type de coopération, c'est la nature des contrats passés qui permet de déterminer s'il y a ou non détournement d'actifs et abus de biens sociaux. C'est bien là qu'est le scandale : dans la légalité même.

En démontant cette affaire, il ne s'est pas agi pour nous de dénoncer un scandale de plus. Non, ce dont il s'agit c'est de dénoncer — et par suite de combattre — un système qui autorise de telles pratiques, un système qui monte en épingle la délinquance minable des classes défavorisées pour mieux cacher la délinquance financière de la classe au pouvoir, base même de son pouvoir.

« Plus que jamais tout ce qui, en langage politique, s'appelle le Droit n'est rien d'autre que l'illustration du fait créé par la force »

BAKOUNINE

Sources : « Le Monde » 18/6/75 Bernard Elie
23/5/76 « »

Assemblée générale des ciments Vicats 26/6/75

A lire : « L'inégalité par l'impôt » Brie Charpentier, Seuil
« F. comme fraude fiscale » du même, A. Moreau
« Les industriels de la fraude fiscale » Cosson

A PROPOS DES ECOLES NOUVELLES

Nous pensons publier d'autres textes sur les écoles nouvelles. A ce jour un texte théorique de l'école Nouvelle de la Croix-Rousse nous est parvenu, ainsi qu'une « Lettre ouverte à ceux qui restent » écrite par des parents qui ont retiré leurs enfants de la dite école.

Pour différentes raisons, et à divers degrés, ces deux textes ont suscité de vives réactions de notre part. Nous avons aussi des choses à dire à ce sujet, et certains d'entre nous sont parents ou enseignants.

Nous pensons utile de joindre nos réflexions, et celles de tous ceux qui s'intéressent au problème, à ces deux textes. L'ensemble paraîtra dans le prochain numéro (courant février).

Pour ce numéro nous nous contentons de faire connaître une courte réponse aux articles parus dans notre numéro 12 sur l'école du Tournesol.

ECOLE NOUVELLES : HALTE A LA DEMAGOGIE !!

L'article paru dans IRL No 12 sur les écoles nouvelles exprime le point de vue d'une des ex-parentes du Tournesol. (En fait celui d'une bonne dizaine de parents : note d'IRL) Il véhicule un certain nombre d'inexactitudes sur les faits, et beaucoup de généralités qui pourraient tromper sur ce qu'a été la pratique institutionnelle et pédagogique du Tournesol. Cet article demande réponse. Et pas n'importe laquelle : il est important que ce soient ceux qui ont travaillé à l'école, ceux qui y ont vécu avec l'équipe d'adultes et d'enfants, qui s'expriment sur le Tournesol, et non pas toujours les parents, qui ont trop souvent eu tendance à prendre leurs désirs pour la réalité, à projeter leurs fantasmes dans l'école, et à parler un langage mystificateur, ignorant de la réalité. Le Tournesol a fonctionné l'année passée avec trois groupes au niveau des adultes :

- Les parents. Leur participation à la vie de l'école était essentiellement constituée par l'argent qu'ils amenaient, et la prise en charge du ménage et de la cantine. Certains ont également organisé de temps à autre une activité, telle que la piscine, ou une sortie. Il est important de noter que c'étaient toujours les mêmes qui intervenaient à l'école, un noyau très restreint, et que la grande majorité des parents n'y mettait jamais les pieds (ni les mains)

- les trois permanents salariés prenaient donc en charge la quasi totalité de l'organisation de la vie au Tournesol. 2 200 F. mensuels pour une soixantaine d'heures par semaine environ (la présence à l'école, plus les réunions, week end etc...)

- reste une vingtaine d'intervenants bénévoles, qui organisaient des ateliers et activités divers. Leur présence était régulière, mais limitée à une ou deux journées par semaine. Cette division du travail a provoqué une division des pouvoirs :

Les parents avaient le pouvoir de décision et de contrôle que leur donnait leur statut d'employeur et leur fric. C'étaient eux qui possédaient le capital.

Les permanents, par leur présence constante, avaient le pouvoir au niveau de la pratique pédagogique, tandis que les intervenants n'avaient que le droit d'être d'accord ou de partir, ce qui tient au statut de bénévole.

Les conflits qui ont éclaté tout au long de l'année au Tournesol, tant entre parents et permanents qu'au sein de « l'équipe pédagogique » (permanents/intervenants), étaient bien autre chose que les problèmes relationnels. Ce n'était pas d'un psychodrame permanent que le Tournesol avait besoin, mais bien d'une analyse institutionnelle en termes de rapports de force, de pouvoir, en termes politiques et non pas psychologiques.

Ce qui s'est passé au Tournesol l'année passée n'a ja-

mais été analysé vraiment. Le manque de réflexion, de cohérence entre adultes a provoqué un grand vide au niveau de la relation avec les enfants. Et qui dit vide dit n'importe quoi : rapports de séduction, chantage affectif, etc... La vie a été très pauvre au Tournesol cette année. Les gosses ne peuvent pas inventer spontanément de nouveaux comportements, ils n'apprennent pas tous seuls ce qu'est la réalité sociale.

Et c'est cette déconfiture qui a fait fuir beaucoup de gens, c'est cette façon de tourner indéfiniment autour des problèmes sans même les définir qui a fait que le Tournesol s'est empêtré, enfermé dans ses contradictions sans en sortir. Le Tournesol n'est pas mort faute de locaux, c'est plutôt parce qu'il était déjà mort qu'il n'a pu en louer.

Il est temps que le Tournesol se penche sur ses trois années de pratique pour en tirer des éléments d'autocritique et pour pouvoir redémarrer.

Marie - intervenante au Tournesol

« BASCULE 11 A FRONTENAS »

Dans un Beaujolais soumis sur le plan de la création aux académiciens de l'ordre établi et aux adeptes des musées, des galeries et autres débits de Kulture, vient de naître l'idée de créer un espace d'intervention et d'accueil que nous appellerons « Bascule 11 »

Nous disposons pour cela dans le village de Frontenas d'un authentique cuvier qui abrita l'été dernier une exposition de peinture et de dessin.

Ce projet né de l'imagination d'une association libre d'individus, doit permettre la confrontation de différentes formes d'expression (musique, théâtre, arts plastique, cinéma etc...) et aussi d'établir un contact direct entre la population rurale des Pierres Dorées, les citadins et les créateurs.

Nous désirons échapper au système marchand et officiel, mais pour cela nous avons besoin du soutien de tous ceux, créateurs de tout poil, voulant devenir des artisans d'un tel projet.

Nous faisons appel à ceux qui refusent d'instaurer toute relation marchande entre eux et ce qu'il est convenu d'appeler le public. Nous refusons toute subvention ou tout mécénat, mais afin de nous permettre d'assurer les frais de fonctionnement du cuvier (réparation, location, chauffage, électricité etc...) nous lançons une souscription.

Un soutien financier immédiat nous permettrait dès la mi-janvier d'organiser hebdomadairement une soirée d'animation chaque samedi à 21 heures.

Si notre projet vous séduit écrivez nous et envoyez l'argent que vous pouvez à « Bascule 11 », Adrien Pinoz Alix 69380 Lozanne Tel 819163. (chèque bancaire au nom d'Adrien Pinoz)

à propos du mouvement étudiant

De nombreux étudiants qui désiraient lutter effectivement ont été écoeurés par la tournure prise par cette grève.

Tout en ayant conscience de son pourrissement progressif, ils étaient incapables d'y changer quoi que ce soit. Ils tombaient dans l'intellectualisme c'est à dire qu'au niveau de la réflexion leurs critiques étaient valables mais au niveau de la pratique, la non-action était de rigueur. Cette impossibilité de mettre leurs idées en pratique était elle due à une paresse de ces étudiants ou bien à un empêchement volontaire de la part des intellectuels gauchistes ? Ce sont tous ces penseurs, spécialistes, qui pour mener des luttes étudiantes (ou ouvrières) n'ont d'autres moyens que des discours stériles débouchant sur une lassitude de la masse en lutte. Il est apparu clairement que l'inaction de la masse étudiante lors de la dernière grève est bien dû aux magouilles politicardes de ces intellectuels. Concrètement cela donnait d'interminables coordinations nationales étudiantes qui aboutissaient à des plates formes les plus creuses. Ce qu'il faut combattre ce sont toutes ces paroles inutiles (qui ne visent en fait qu'à augmenter le nombre d'adhérents et de sympathisants) consistant à taper sur la geule de l'adversaire, sur des sujets de faits réels ou au besoin que l'on invente de toute pièce, ainsi dans ces débats merdiques, la masse qui devrait arbitrer ne fait que jouer les spectateurs et souvent se laisser bernier par ces manoeuvres trompeuses et scandaleuses.

Mais que lon ne nous prenne pas pour des activiste qui

rejetent tout discours théorique. Il est évident que pratique et théorie sont liées. Mais nous refusons de rester enfermés dans les mots. En d'autres termes, les mots doivent prolonger nos désirs et non les masquer. Dans une lutte, tout discours n'aboutissant à aucune mesure pratique ne peut se terminer que par une apathie de la masse, qui s'en remet alors au possesseur du « savoir ». Ainsi, toute proposition spontanée sera traitée d'irresponsable ou de suicidaire. Elle sera rejetée par l'élite intellectuelle, passée maître dans l'art de la masturbation cervicale. Que voulez vous, un mouvement spontané au développement imprévisible entraine la déroute de l'autorité et devient donc rapidement incontrôlable. Et cela, l'élite ne le veut pas. La spontanéité qui est la seule garantie de la liberté de la masse a ainsi été, au cours de cette grève, volontairement éteinte par ces faux théoriciens qui se sont contentés de réciter patiemment leur bréviaire respectif. Il est temps que les individus les plus conscients de la situation du moment, après avoir déclenché et fait exploser l'énergie latente de la masse, s'identifient réellement à elle. C'est la seule condition pour qu'un mouvement devienne un mouvement de masse : « L'avant garde », alors ne tendra pas à s'éloigner de plus en plus des gens qu'elle croit défendre.

Que cette avant garde nécessaire, réfléchisse plutôt sur toutes ces théories (qui partent du principe de l'incapacité des masses à s'auto-organiser) et se demandent si les masses que l'on qualifie de silencieuses – à cause d'elles bien souvent – ne sont pas capables de prendre en charge elles mêmes leurs luttes, auto-organisant leur défense contre tous les oppresseurs. L'auto-organisation des luttes ouvrière, paysannes et étudiantes déboucherait fatalement sur une prise de conscience collective de la force que toutes ces masses ont entre leurs mains, sans le savoir.

Révolutionnaires, aidez plutôt les masses à prendre conscience de ce qu'elles sont et de la force qu'elles représentent.

REZONANCE

Le magazine de la vie lyonnaise
RESONANCE

I.R.L.

A. Paquier
Rédacteur en chef.

Lyon le 29 octobre

AP/ML/R

Cher inconnu,

En prenant connaissance du bulletin que tu m'envoies avec une demande d'abonnement, je m'aperçois qu'à la page 20 (au fait, il serait bon de numéroter les pages), tu écris un certain nombre d'erreurs en citant l'ex-hebdomadaire « La Vie Lyonnaise » et « Résonance ». Je te fais remarquer au passage que notre titre ne prend pas de « s », ne s'est jamais écrit avec deux « n » et paraît bimensuellement depuis septembre 1975.

D'autre part, « La Vie Lyonnaise » n'est plus la propriété de Michel Richelmy (et non pas Réchelmy) depuis 1962 et n'est devenu hebdomadaire qu'en 1970.

Enfin au risque de te décevoir, « Résonance » n'est pas, comme tu l'écris, « aux mains d'une fraction des chefs d'entreprise proche du CNPF ». C'est un journal édité par une SARL de Presse indépendante de tout pouvoir financier et de tout pouvoir politique. Peut être le fait que sa clientèle apprécie une certaine tenue t'a induit en erreur...

Ceci pour te dire qu'il ne suffit pas de « ramasser » des informations à Lyon. Encore faut-il les vérifier, même si imprimer autant d'erreurs en aussi peu de 6 lignes constitue une sorte de record.

Ne t'offusque pas de ma familiarité, mais j'ai constaté sur ta demande d'abonnement que tu me tutoyais.

Si nous avons gardé les vaches ensemble, je serais heureux que tu passes un coup de fil pour me dire où et comment.

Le journal constate :

- qu'il a trouvé un lecteur attentif en la personne du rédacteur en chef de « Résonance » (sans « S ») qui n'a pas craint de le lire jusqu'à la page 20 (non-numérotées pourtant) pour enfin pouvoir lire trois lignes concernant un tout petit peu sa revue.

- que pour qu'un périodique ait une « certaine tenue » il convient précisément de numéroter les pages.

- qu'il ne faut pas faire de fautes d'orthographe, ni de français quand on imprime, mais que l'on peut écrire « record » avec deux « c » et « d'autre part » sans le faire précéder de « une part »

- qu'un rédacteur en chef de « Résonance » (sans « s ») n'a jamais gardé et ne gardera jamais les vaches.

- que si « Résonance » (sans « s ») est « édité par une SARL de Presse indépendante de tout pouvoir financier et de tout pouvoir politique », nous ne sommes guère éclairés sur la personnalité de ses propriétaires et rédacteurs. Dire que certains d'entre eux sont des dirigeants locaux des Républicains Indépendants serait sans doute diffamer !

P.S. : après des recherches approfondies auprès de notre service comptable nous n'avons pas encore trouvé trace de l'abonnement qu'aurait dû souscrire Résonance après la publicité involontaire qui lui a été faite.

Le Peuple Uni n'est pas Toujours Vainqueur

Naguère encore, je croyais à la victoire inéluctable du prolétariat, à l'avènement prochain d'une société autre. Mai 68 avait laissé l'impression qu'approchait enfin le matin du grand soir et que rien ne pourrait plus jamais être comme avant. Certes dans mon petit coin, le sens de l'histoire n'apparaissait pas toujours très clairement, et, comme tout un chacun, je prenais parfois des claques plein la gueule. Mais il ne pouvait s'agir que de péripéties ne remettant nullement en cause la marche de l'humanité vers la révolution.

Je n'étais pas le seul à penser ainsi. C'est, avec sans doute quelques nuances, le raisonnement de toute l'ultra-gauche. Le postulat selon lequel on est entré dans une nouvelle ère historique révolutionnaire étant admis, il ne reste plus qu'à interpréter ou analyser tout ce qui se passe en fonction de cet a-priori. Cela ne va pas, parfois, sans quelques distorsions. Mais grâce à quelques acrobaties, on retombe toujours sur ses pattes.

Et pourtant les choses ne sont pas si évidentes que ça. Certes ça change, mais il n'est pas sûr du tout que ce changement aille dans le sens de l'histoire tel qu'on nous l'avait décrit. Ça irait plutôt à contre sens.

LE MOUVEMENT OUVRIER

Dans le domaine ouvrier, par exemple, on assiste depuis quelques années à une série de défaites assez impressionnantes. On ne peut pourtant pas reprocher aux travailleurs leur manque de combativité. Occupations et sequestrations se sont multipliées, mais le résultat n'en est pas beaucoup plus positif que celui de la traditionnelle grève. En fin de compte, le seul acquis de ces luttes, qui est d'ailleurs loin d'être négligeable est d'avoir permis aux gens de vivre ensemble, pendant quelques temps, autre chose. Encore faut-il remarquer que ces formes de lutte ont tendance à s'institutionnaliser et à prendre un caractère routinier qui les apparente aux luttes syndicales traditionnelles.

Il faut aussi remarquer que presque toutes les luttes actuelles ont un caractère essentiellement défensif. Et pourtant, toutes les organisations révolutionnaires ou réformistes emploient volontiers un langage triomphaliste. Ne parlons pas de la CGT ou du PC pour lesquels on ne compte plus les « grandes victoires des travailleurs ». Cela n'empêche pas les licenciements de se multiplier et les entreprises de fermer à tour de bras. Bien sûr, ça va changer, avec l'accession au pouvoir de la gauche, mais on ne voit pas bien comment puisque c'est le système tout entier qui est en crise et que la préoccupation majeure de l'opposition officielle est de n'y pas toucher et de se montrer sous le jour le plus rassurant possible.

La gauche dite révolutionnaire n'a pas non plus de ces d'appeler à la lutte et de tenter de la radicaliser. Il ne manque pas, là non plus, de communiqués triomphants à l'occasion de la moindre petite victoire, voire de défaite déguisée en victoire. Ce qui entraîne une inflation verbale à travers laquelle on arrive à ne plus savoir de quoi on parle. Même les anarchistes ne sont pas exempts de ce triomphalisme à tout prix, caractéristique par exemple de certains articles de Front libertaire.

Lorsqu'il n'est plus possible de camoufler ainsi la vérité, à savoir que la plus grande partie des luttes se termine

en échecs qui marquent concrètement ceux qui les ont vécus et risquent de décourager une prochaine expérience, la parade la plus fréquente consiste à expliquer que l'échec est du à la police, ou aux bureaucraties. La police ? Bien sûr, elle est de plus en plus omniprésente, mais dans le domaine du travail elle n'intervient qu'assez rarement de façon ouverte, sauf lorsque la situation est déjà suffisamment pourrie pour qu'elle puisse le faire sans risque d'affrontement réel. La menace qu'elle fait peser est souvent plus efficace que son intervention directe. Quant aux bureaucraties syndicales, il ne faudrait pas oublier qu'eux mêmes travailleurs à l'origine, ils ne peuvent se permettre s'ils veulent asseoir leur pouvoir, d'aller à contre-courant. S'il leur est possible de stopper la manifestation d'une insatisfaction qui n'a pas encore trouvé à s'exprimer, il ne leur est pas possible d'imposer des formes de luttes que n'accepteraient pas les travailleurs. En d'autres termes, s'ils sont réformistes, c'est que les travailleurs le sont. La CGT d'avant 1914 et la CNT en Espagne pouvaient être révolutionnaires parce qu'elles répondaient ainsi aux aspirations des travailleurs d'alors. Celles des travailleurs d'aujourd'hui ne sont pas révolutionnaires. L'ordre existant, le pouvoir sont tellement intériorisés par les exploités: on a si bien réussi à les convaincre que leur sort est lié aux leurs, qu'ils recherchent spontanément les solutions qui les ménagent: Peut-être n'est il plus vrai que les prolétaires n'ont rien à perdre. Enchaînés à un système dont on a réussi à les convaincre qu'il était lié à leur existence, ils en sont également complices. Ils ont à perdre le peu de confort qu'ils ont acquis, qu'on leur a concédé pour mieux les aliéner. Ils ont à perdre la possibilité de payer leur loyer, les traites de la voiture qui leur est indispensable pour aller travailler ou pour avoir l'illusion de respirer un jour par semaine, un mois par an. Et même les traites de la télé, puisque c'est la seule possibilité de rêver qui leur soit concédée par le pouvoir, qui trouve là un moyen inégalable de se renforcer.

Si les anarchistes se retrouvent une si infime minorité, avec si peu de possibilité d'influencer concrètement le mouvement ouvrier, ce n'est pas seulement parce qu'ils ont été violemment combattus, ce qui a toujours été le cas mais aussi parce que, dans l'attente messianique du grand soir, ils n'ont pas su voir (au même titre que les marxistes) que c'était une grande nuit qui risquait de se préparer insensiblement et que le sens de l'histoire avait peut-être changé de cours. Surtout, ils n'ont pas su trouver de nouvelles armes susceptibles d'affronter celles du pouvoir.

Sur le plan international, on conviendra facilement que la situation n'est guère plus brillante. Toutes les tentatives révolutionnaires (quelque discutable que soit l'utilisation de cet adjectif dans ce cas) se sont soldées par des échecs apparemment irréversibles pour un bon moment. Et il ne sert à rien de dire que si les anarchistes avaient été là, ça ne se serait pas passé comme ça puisque le fait est qu'ils n'y étaient pas. Si le fascisme le plus dur et le plus caricatural tend à disparaître, du moins en Europe (mort de Franco, disparition des colonels grecs...), il laisse la place à un totalitarisme nouveau, qui n'est plus soutenu forcément par une idéologie explicite, mais qui vise à s'imposer à la totalité de l'existence de ceux à qui elle s'adresse. Il s'agit d'une sorte de fascisme de la normalité qui vise à exclure tous ceux qui ne se coulent pas dans le moule. Son développement est caractéristique en Allemagne fédérale. 7

Même lorsque la lutte se porte sur un terrain plus global et moins traditionnel, elle se solde bien souvent par des échecs, les tentatives communautaires sont peut-être discutables. Elles n'en représentaient pas moins l'espoir d'autre chose, et en germe, contenaient une possibilité pour une autre vie. Pendant quelques années on pouvait croire qu'il s'agirait d'une alternative sociale possible. Il ne s'agit plus maintenant que d'une solution intéressante mais individuelle.

Le mouvement écologiste est sans doute le lieu d'où la contestation est le mieux entendu. Mais peut-être parce que ce qu'il exprime est entendu de façon parfois assez ambiguë. Il y a tout un mythe de retour au passé et à la nature, toute une nostalgie du bon vieux temps, qui sont forcément réactionnaires. Et ce n'est sans doute pas un hasard si, dans l'agglomération lyonnaise, lors des élections présidentielles, c'est à Ecully que Dumont a recueilli le plus grand nombre de voix. Sur un autre plan, si à Malville par exemple, le pouvoir a du faire mine de renoncer, il n'en continue pas moins les travaux préparatoires à la construction du surgénérateur et risque peut-être d'attendre simplement que la tempête se calme pour faire passer ses projets.

Quand à l'antimilitarisme, si, par exemple, le nombre des insoumis ne cesse de croître, ils sont de plus en plus marginalisés, la pression militaire sur l'ensemble de la population ne cesse d'augmenter.

Ces quelques exemples n'ont d'autres buts que de montrer que dans l'ensemble, ça ne va pas fort. En tout état de cause, parler sans cesse de victoire ou de progression, alors que les échecs s'accumulent ne peut qu'amener le découragement. Il vaut mieux, je pense, tenter de cerner avec lucidité la vérité et partir de la réalité si on veut tenter de la modifier.

LE PROBLEME NUMERO UN : LA LUTTE CONTRE L'ETAT

Ce qui me paraît frappant dans tout ce processus, c'est qu'il signifie partout le renforcement de l'Etat et son caractère de plus en plus totalitaire. Mais en même temps, il change de nature. Jadis, il se présentait comme une sorte d'entité d'abord idéologique dont Bakounine a bien montré la parité avec l'idée de Dieu. Le capitalisme privé lui était certes étroitement lié mais, idéologiquement, il semblait s'agir de deux réalités parallèles, complémentaires, mais distinctes. Cela pouvait sans doute donner l'impression qu'on pouvait s'attaquer au capitalisme et « diriger » l'Etat autrement, comme s'il s'agissait d'une sorte de machine au fonctionnement autonome. Mais, progressivement, le capitalisme privé a disparu pour s'identifier à l'Etat. Il devient de plus en plus évident que pouvoir économique et politique tendent à fusionner et que se met en place une sorte d'Etat technocratique qui n'a plus pour fonction de commander, mais de régir. Ainsi accèdent aux postes politiques des gens qui se présentent d'abord comme des techniciens, sans options idéologiques, qui prétendent apporter la seule solution possible à un problème posé en termes « scientifiques ». Ils ne sont que les garants du bon fonctionnement d'une machine présentée comme impersonnelle, et qu'il ne saurait être question de remettre en cause, sauf à tout détraquer. Que répondre à des gens qui présentent, en un langage incompréhensible la solution qu'ils affirment seule possible à des problèmes dont ils oublient de dire qu'ils les posent en des termes qui ne laissent pas d'autres choix. On peut (pas toujours) s'opposer à un pouvoir qui ne tire sa légitimité que de lui-même. Devant ces technocrates, c'est tout juste si on ne se sent pas honteux de ne pas les remercier de se dévouer ainsi pour nous. Ainsi l'Etat devient-il une sorte de machine monstrueuse qui n'a d'autre finalité que son fonctionnement.

Ceci explique la rigueur des répressions contre les luttes contre tout ce qui fait obstacle à l'ordre établi. Une telle machine ne peut admettre une faille dans son fonctionnement sans risquer une panne générale. L'Etat a donc pris les moyens de s'imposer et ne reculera pas, si nécessaire, devant la force.

Les arguments humanistes qui pouvaient jouer un certain rôle dans les contradictions d'un appareil idéologique, sont voués à l'inefficacité face à une machine technocratique. Mais l'emploi de la force est toujours risqué et il est beaucoup plus efficace de rendre impossible toute révolte en convainquant les gens de ce que le fonctionnement social actuel est le seul possible. Et plus ce fonctionnement est global et totalitaire, plus un bouleversement apparaît comme hypothétique et risquant d'entraîner des répercussions catastrophiques.

La meilleure preuve de cette évolution, c'est la progressive éviction des politiciens au profit des technocrates mathématiciens, « apolitiques ». Chirac l'a bien compris (il avait pourtant fait bien des efforts dans ce sens), éliminé au profit de Barre, ce robot sans pensée. De même Mitterrand criait au complot gauchiste : pour Ponia l'ennemi c'est l'arabe, le jeune, l'« habitant de certaines zones », en bref celui qui n'est pas parfaitement intégré à la machine.

En somme, plus que jamais, l'avenir prioritaire c'est l'Etat, et sa manifestation concrète et immédiate, le pouvoir sous toutes ses formes (sans oublier le plus dangereux parce que le moins facilement cernable, celui que l'on a intériorisé).

Mais compte-tenu de son caractère totalitaire, un affrontement direct avec le pouvoir me paraît voué à l'échec. Il nous faudra apprendre à être sournois : il nous faut aussi tirer la leçon des luttes actuelles, indéniablement le seul acquis positif de toutes celles-ci réside dans la situation nouvelle qui se crée alors. Personne, ni rien, ne peut détruire la solidarité, le plaisir à découvrir ensemble une autre existence, la vie enfin possible en dehors de la hiérarchie, en dehors de la machine que l'on croyait inévitable et invincible. C'est cela qu'il faut développer, cette possibilité de vivre autre chose, d'entrevoir un autre monde, d'autres rapports entre les gens, et les instants où cette possibilité se fait jour.

Mais peut-être, dans cette perspective de multiples harcèlements sont-ils, pour l'instant, préférables à un affrontement direct et continu. Le pouvoir est armé contre les grèves et les manifestations. Et ses armes sont plus puissantes que les nôtres. Mais il est démuné contre le sabotage, la dérision, et des tas d'autres choses qu'il nous reste à trouver.

Bien sûr, ce n'est pas cela qui suffira à provoquer un grand bouleversement. Mais harcelée, minée de toutes parts, la machine risque de s'enrayer et peut-être, lorsqu'il aura ainsi échoué dans sa tentative de se présenter comme indispensable, nous sera-t-il possible d'abattre l'Etat.

Beatrice et Jacques DESMAISON, militants du G.R.A.T.P.P., passent en procès à Grenoble devant la cour d'appel le 7 janvier 1977 à 14 heures. Devant le tribunal d'instance, ils avaient été condamnés respectivement à deux fois quinze jours d'emprisonnement pour non paiement d'un trajet SNCF. Ils comptent faire une défense de rupture dénonçant la politique actuelle des transports dits publics et abordant le thème de la gratuité, le chômage, la société de consommation, etc... Ils comptent d'ailleurs descendre de Paris à Grenoble en train gratuitement... Venez les soutenir. Animation devant le palais de justice à partir de midi.

VIOLENCE & non-VIOLENCE

Un copain emprisonné à St Joseph (Lyon) nous a envoyé un texte sur la violence. Ce faisant il a déclenché un débat sous-jacent depuis longtemps dans le courant libertaire, du moins à Lyon, sur la question de la violence et de la non-violence. Ce numéro d'IRL en donne les premiers échos. Outre le texte du copain de St Joseph nous publions deux réponses, une d'un copain de l'UPF (Union Pacifiste de France) l'autre d'un groupe de militants du MAN (Mouvement d'Action Non-violent). En fin un quatrième texte aborde la question de la violence et de la non-violence à travers l'exemple de la révolution hongroise de 1956. Ajoutons qu'une discussion a eu lieu au local de la rue Pierre Blanc où plusieurs personnes, qui ne s'expriment pas ici, ont refusé le dilemme (faux à leurs yeux) Violence/Non-violence, avec toutes les implications moralisantes que ce choix suppose. Le débat ne fait que commencer.

La Violence _____ _____ en Qu?stion.

Si la violence ne doit pas être une ligne politique, il ne faut pas non plus s'imaginer pouvoir échapper à l'affrontement avec la bête acculée. La violence est la base du système, son moyen de se perpétuer. Certaines réflexions des pacifistes révèlent une profonde incompréhension du système. Si les anti-nazis s'étaient couchés devant les chars, les nazis auraient joyeusement passé dessus et auraient trouvé que ça leur simplifiait la tâche. Ont ils oublié que les camps d'extermination ont existé, que c'était un programme? Comme le génocide au Viet nam était un programme pour les américains, scientifiquement préparé et exécuté par de «braves soldats». N'a t'on pas vu au Chili ce que valait ce genre d'illusions, le MIR (1) qui croyait que l'armée et la bourgeoisie respecterait la tradition de la démocratie n'a rien fait pour armer et préparer les travailleurs à la violence des affrontements. Le jour du coup d'état, ils ont demandé aux travailleurs d'occuper leurs usines pour faire échec à l'armée, qui, alors, serait «isolée du peuple». Cela a été dans les usines une boucherie sans nom. Le MIR, pour sa part, désarmé et sans préparation militaire a enregistré de terribles pertes dans les premiers mois de la lutte. Ont ils oublié les Tramoni (2) prenant le recul pour mieux tirer, sciemment, calmement? On pourrait multiplier les exemples à l'infini. La violence, le monopole des armes c'est la tradition de reproduction du système. Croient ils que les patrons assassins ont des sueurs froides en pensant aux types qui sont morts broyés dans les machines, ébouillantés, cimentés, écrasés. Les cris des opprimés sont insensibles aux oppresseurs. Les loups ne font pas de traités d'alliance avec les moutons. Je soupçonne ces pacifistes de fénéantise et de manque de vision. Peut-être ont-ils l'impression qu'ici la bourgeoisie a les moyens de permettre tout ça: l'avortement et la contraception, les communautés etc...le plus vite possible elle les intègre, les récupère. Ici sa capacité de récupération est infinie. Ailleurs l'impérialisme, le capitalisme international montre son vrai visage; contre les mouvements de libération d'un peuple entier, il ne peut montrer que son vrai visage, la terreur, le génocide, l'extermination de ce qui peut combattre. Au prolétariat des métropoles on largue des réformes et des miettes pour favoriser son intégration

au processus impérialiste, pour qu'il n'ait pas l'impression d'être exploité et qu'il abandonne la lutte des classes pour se sentir solidaire, participant à une même communauté, bref, collaborant avec la bourgeoisie. C'est le but du racisme du bulbe ou plutôt de l'esprit du colonialisme. Quel meilleur exemple que la Suède ou l'Allemagne! Maintenant ce n'est pas douzes par jour que nous sommes exploités ici, mais 24 heures sur 24, dans tout, dans nos sentiments, nos désirs récupérés ou suscités, par la pub, les masses médias, les messages mortuaires de la société dite de consommation. Peut être nos pacifistes oublient ils qu'en ce moment, tandis que notre train de vie est élevé, à Djibouti, en Martinique des gosses crèvent de faim de l'impérialisme français, des femmes sont violées par la légion, des hommes et des femmes combattant sont torturés à mort en notre nom. Ici on ne voit pas ça, les militants sont «isolés» ou psychiatisés, méthodes plus propres, moins criantes et certainement pas moins efficaces. Les pacifistes et ceux qui propagent ce genre d'illusion, n'ont rien compris à la nature du fascisme. Le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est le fascisme. Hitler, Mussolini ou Franco, un monstre social, un moment de crise de société, bref une rupture. Mais il n'y a pas que des ruptures, le capitalisme français exploite aux Indes des usines, celles ci sont entourées de barbelés électrifiés pour empêcher les travailleurs hindous de passer leur ration de nourriture à leur famille. Parce qu'un ouvrier qui ne mange pas assez n'est pas rentable, l'usine donne la bouffe, mais ils doivent la consommer sur place et c'est déduit de leur misérable salaire, rien de différent avec les camps de travail allemand, où après avoir gardé les meilleurs éléments et exterminé les autres en les renvoyant crever de faim, on les exploite à mort derrière les barbelés. Ne pas avoir conscience de cela, c'est ne pas voir plus loin que le bout de son nez. Il y a de quoi crever de rage de voir des cons partir sur Verdun pour la paix, quelle paix? Vivons nous en territoire libéré? Ne savent ils pas qu'en ce moment même la France est engagée dans une guerre à Djibouti. Peut être certains peuvent ils s'accomoder de cette société en n'en sentent ils plus la violence essentielle? Les luttes pour la vie quotidienne, les femmes, le logement, la vie dans les quartiers, l'école etc...c'est aussi un aspect essentiel en ce sens que cela prépare le contre-pouvoir de demain. Apprendre aux gens à s'organiser sur la place pour la lutte, l'affrontement qui va en découler, c'est cela qui permettra demain de passer sans trop de casse et en évitant l'avant-gardisme des organisations marxistes à une société auto-gérée. L'idéal ne serait il pas un groupe politico-militaire, travaillant sur les deux fronts à la fois, préparant la révolution dans la tête des gens et préparant aussi par des actions violentes et efficaces le renversement du pouvoir. Le problème c'est que nous seront toujours inférieurs sur le plan strictement matériel, il s'agit donc d'agir avec intelligence, efficacité, taper au bon endroit, au bon moment, savoir faire des choses accessibles aux gens de manière à ne pas être isolés.

Voilà ce qu'il arrive de penser d'une cellule de St Joseph.
(1) Le copain doit vouloir parler de l'Unité Populaire, le Mir, à ce qu'il semble n'a jamais cru à l'esprit démocratique de l'armée et il a fait ce qu'il a pu pour armer les ouvriers.

(2) flic privé et armé des usines renault qui a tué d'un coup de revolver, en 1972, Pierre Overney, militant maoïste.

REPONSE AU TEXTE

LA VIOLENCE EN QUESTION

Aujourd'hui être anarchiste, ça passe encore ; c'est dans le domaine du possible, disons ! Mais se déclarer anarchiste, pacifiste et non-violent... Ouille ! Ça fait très mal ! On vous regarde d'un drôle d'air : bizarre, ce type ! Quand on parle d'anarchiste, on voit un Ravachol, un Casario, un Durutti, et voilà-t-y pas qu'on se trouve devant un type qui se dit anarchiste-pacifiste-non-violent... C'est trop pour la tête de certaines personnes.

C'est pour cela que j'aimerais répondre à l'article du copain de Saint Joseph. Ce sera une réponse limitée, pas très développée mais mon seul but est d'apporter d'autres éléments au débat et une autre façon de concevoir la révolution libertaire ; je pense qu'il est très important d'aborder le problème du pacifisme (et de la non-violence, qui, à mon avis, sont deux choses indissociables).

LE DE BAT EST ENGAGE :

J'aimerais qu'on se rappelle du Danemark, pendant la seconde guerre mondiale. Je sais, c'est un tout petit pays, mais il a une place très importante dans l'histoire du mouvement non-violent. C'est un des pays où, toute proportion gardée, il y a eu le moins de juifs déportés (le record est détenu par la Bulgarie qui a vu aucun de ses habitants juifs finir sa vie dans un camp de concentration). Et le peu de juifs déporté l'a été dans un camp d'« extermination », où on n'exterminait pas du tout, car il servait à garder prisonnières certaines personnalités juives que le régime nazi ne pouvait pas se permettre de descendre. Tout ça parce qu'un roi qui avait pour nom Christian X, a décidé que si les juifs de son pays devaient porter l'étoile jaune, et bien lui, roi des danois, donc roi des juifs danois, il se devait de porter l'étoile jaune. Et il a encouragé les danois à en faire autant et à aider les juifs à se soustraire des griffes des nazis.

Autre exemple : la Hongrie 1956. Les soldats russes ont d'abord sympathiser avec la population. Ils se sont dit : merde (en russe, bien sûr !), on nous a dit des conneries ! En fait de contre-révolutionnaires, nous voilà en face d'une population drôlement révolutionnaire, et qui fait des trucs pas mal ! Mais il a fallu que des coups de feu leurs soient tirés dessus pour que la répression s'abatte sur la Hongrie.

Si au Chili, il y avait eu une riposte armée des ouvriers (qui eux, n'avaient ni char, ni artillerie, ni armes modernes) ce n'est pas à une « boucherie sans nom » auquel on aurait assisté, le massacre aurait été du niveau de l'abattoir géant, le La Villette de la répression, si vous voyez ce que je veux dire ! Un minimum d'éducation non-violente aurait évité le pire. La non-coopération de tout un peuple, la désobéissance civile non-violente, c'est ça le plus dur à réprimer. On ne peut rien contre des téléphonistes qui ont l'air de travailler mais qui se gourrent sans cesse en faisant leurs numéros et qui bloquent les communications importantes pour la contre-révolution. De même qu'on ne peut rien faire contre des cheminots parce que, à cause d'événements indépendants de leur volonté, des trains conduisant les troupes au combat n'arrivent pas au moment voulu. Et on a beau les remplacer par des soldats, le boulot se fait encore moins bien ! Merde, c'est ça qui désorganise un pays et démoralise les forces de répression ! Certainement plus que les types sur les toits qui descendent les soldats comme des lapins. Il ne faut pas oublier que les soldats qu'on a en face, ils ont les mêmes origines que nous, ce sont des ouvriers, des paysans... On leur bourre le crâne, oui, mais quand ils se trouvent en face d'une foule de fem-

mes, d'enfants, de vieillards et d'hommes, les mains nues, sans violence ni haine, il y a vraiment de quoi être démoralisé ! Ça pourrait être leur femme, leurs enfants, leurs parents ! Pourquoi tireraient ils sur cette foule ? Par contre s'il y a des mecs en face d'eux, avec des flingues et qui s'amuse à leur tirer dessus, alors là, ils ne font pas de cadeau ! C'est normal, ils ont été conditionnés pour cela !

Bien sûr dans le tas, il y a toujours des sadiques, des fous sanguinaires qui prennent plaisir à faire feu sur une foule sans défense. C'est aussi pour cela qu'il faut supprimer l'armée, il faut éviter que des gens comme ça qui psychologiquement parlant sont des malades qu'il faut soigner, puissent s'entraîner en toute impunité à jouer à la guerre et recevoir les honneurs parce qu'ils ont commis des crimes sous l'uniforme.

Les pacifistes n'oublient pas que, en Martinique, à Djibouti ou ailleurs des gens subissent, souvent très durement, l'agression impérialiste française, les exemples que nous donne le copain sont très frappants, mais ils pensent et je le pense aussi, que c'est en agissant partout où se trouve cet impérialisme (pour nous en métropole) qu'on pourra véritablement débloquent la situation. Et agir, pour nous, c'est travailler pour le désarmement et la suppression de tout ce qui entraîne cet impérialisme. Mais ce n'est pas en descendant des soldats français à Djibouti ou en lynchant des légionnaires qu'on pourra arriver à quelque chose. On verra simplement se radiner des troupes d'élite toute fraîches et spécialement entraînées pour ces opérations de maintien de l'ordre.

Le copain de St Joseph admet « qu'on sera toujours inférieur à eux sur le plan strictement matériel ». Ce qui ne l'empêche pas d'ajouter qu'il faut continuer dans la voie de la violence, en empruntant les méthodes de ceux que nous combattons. Il veut se battre sur deux fronts, le politique et le militaire. C'est là qu'il fait la plus grosse erreur, lui qui rejette « l'avangardisme des organisations marxistes », il met le pied en plein dedans. Il créera une élite de « combattants de l'ombre » complètement coupée de la population, car elle répondra avant tout à un souci d'efficacité, de silence, de discipline. Je pense à l'attentat contre Carrero Blanco. Dès l'annonce de la mort de ce tortionnaire, tout le monde, des pacifistes aux « violents », a poussé un « ouf » de soulagement. Mais on a vite déchanté ! La répression s'est abattue, atteignant un paroxysme. Et contre qui ? La plupart des fois contre des gens totalement étrangers à l'affaire et qui avaient eu le courage de travailler à visage découvert, contre des mecs qui militaient activement dans les usines, les quartiers, les universités et qui risquaient leur vie chaque jour. Car en Espagne, on risque autant de se faire descendre en distribuant des tracts dans la rue qu'en posant des bombes dans les commissariats. Et c'est la branche dite « politique » qui a le plus trinqué ; il suffit de penser à Eva Forest et à d'autres camarades qui sont encore en taule, alors qu'on n'a toujours pas trouvé les véritables auteurs de l'attentat. En accomplissant des actions violentes, qui ne peuvent être comprises par les masses, soit par l'horrible de la chose (se rapporter au récent attentat contre Le Pen qui a failli coûter la vie à un bébé de 12 mois) soit parce que les mass-médias se demercent pour arranger la sauce (internationale du Terrorisme qui a réuni en Corée du Nord tous les anarchistes de la planète pour préparer une vague d'attentats.) on ne fait que régresser la « révolution dans la tête des gens ». Et qui plus est, on est responsable de l'arrestation, de l'assassinat de personnes qui, elles travaillent réellement en « profondeur » et auprès des masses.

Dans la situation historique que nous connaissons, je crois qu'il est vain de croire que la solution « violente » sera le remède à notre asservissement. La non-violence, qui ne fait aucune distinction de races, de sexe ni d'âges, pourra, elle seule, permettre aux gens de prendre leur des-

tinée en main. La révolution violente n'est réservée qu'à une minorité d'individus, de combattants qui se coupent tôt ou tard des masses, et c'est pour cela que je la rejette totalement.

REPONSE AU CAMARADE DE SAINT JOSEPH

Comme le dit le camarade de St Joseph, la violence est la base du système, son moyen de se perpétuer. En cela, nous sommes absolument d'accord. Et c'est d'ailleurs pour cela que nous voulons déplacer le combat sur un tout autre terrain. En effet, le système en nous acculant à l'utilisation de la violence, nous met en position d'infériorité (oh combien). N'est-ce pas la bourgeoisie qui détient la totalité du pouvoir économique, militaire et policier ? Que peut faire dans cette situation une infime partie de la population, même armée, face à l'immense pouvoir de répression de l'Etat. (troupes dotées d'armement ultra-sophistiqué et sans limitation matérielle du fait de sa puissance financière)

En tant que militants non-violents, nous ne négligeons pas la « réaction que ne manquera pas d'avoir la bête acculée », mais comme nous l'avons déjà dit, l'affrontement armé nous paraît être largement en notre défaveur. C'est pourquoi nous pensons devoir déplacer le combat sur un terrain qui permettra :

- 1) la participation du plus grand nombre
- 2) de placer la lutte en tous les domaines et non plus exclusivement sur le plan militaire.

Il est bien clair que pour nous, militants non-violents du MAN, la non-violence n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'accéder au socialisme auto-gestionnaire. Moyen d'autant plus approprié qu'il répond aux exigences d'un tel socialisme. Et ce, par opposition à la lutte armée qui nécessite une organisation basée sur la hiérarchie (avant-garde coupée de la population pour qui elle pense et combat)

Nous pensons donc que l'ultime affrontement avec le pouvoir se prépare par les luttes que nous menons et mènerons pour son renversement. C'est ainsi que les luttes telles que LIP, LARZAC, ... sont des moyens de rendre crédibles aux yeux de l'opinion publique les méthodes d'action non-violentes.

Il ne suffit pas de faire référence à des exemples historiques (Danemark, Tchécoslovaquie...) mais plutôt de redonner à la non-violence sa vraie dimension politique en tenant compte de la réalité d'un pays, pour nous la France actuelle avec toutes les forces en présence (syndicales, politiques...). Car il est bien évident que la non-violence n'est pas un stéréotype que l'on plaquerait sur n'importe quel problème de n'importe quel pays, mais qu'elle est partie intégrante de la vie politique et sociale du pays concerné.

C'est d'ailleurs pour cela que, en tant que non-violents français, nous sommes amenés à soutenir des luttes armées (Afrique du sud, Chili, Liban...) ou non spécifiquement non-violentes (Corse, syndicats de soldats...), le choix de la forme de ces luttes dépendant d'une autre réalité que celle, française qui est la nôtre.

Nous vous avons donc exposé quelques raisons qui nous ont fait choisir la non-violence. Mais il faut bien reconnaître que la non-violence, en France, n'en est aujourd'hui qu'à ses balbutiements. Ses chances de réussite dépendront donc du nombre de personnes qui daigneront lui accorder crédit. Car, de même que l'on ne s'improvise pas soldat, la non-violence se construit à travers toutes nos luttes quotidiennes.

Des non-violents du MAN-LYON le 30-11-76

Violence et Non-Violence

dans l'insurrection

hongroise de 56

L'insurrection hongroise de 1956, que cite le copain de l'UPF constitue en effet une expérience, chèrement payée par le peuple hongrois, des différents moyens et des différentes possibilités qu'offrent la « violence » et la « non-violence ». Sans prétendre en faire une analyse approfondie on peut poser quelques points de repères.

1) Il est exact que l'insurrection populaire hongroise a largement et spontanément utilisé de ce que l'on appelle actuellement la « tactique non-violente ». D'abord en direction de la police ordinaire et des forces armées hongroises. Par exemple, devant le siège de la radio le soir du 23 octobre, où des unités de l'armée hongroises avaient été envoyées pour réprimer la manifestation. Entourés de manifestants, obligés de discuter, les soldats ont abandonné leurs armes, se sont débandés. Ensuite en direction des troupes russes d'occupation qui dans quelques cas ont fraternisé avec les manifestants. D'une manière générale les 8 jours de révolte se sont traduits par la combinaison spontanée d'une tactique non-violente de masse (manifestations non-armées, discussion avec les soldats...) et des actions violentes armées contre la police politique (les AVO) et les troupes russes.

Cette pratique non-violente de masse déterminante dans le succès provisoire de l'insurrection s'explique par des données objectives très précises : l'ampleur de la révolte, du refus de l'ordre existant qui en mobilisant toute la population a décomposé littéralement les appareils chargés du maintien de l'ordre : l'Etat face à la révolte généralisée, au refus de tout un peuple de valider les rôles habituels de travail, de consommation, de loisir, de soumission etc... a tout simplement cessé d'exister.

Constatons seulement le caractère exceptionnel et passager de ce soulèvement : la dissidence de la totalité de la société civile par rapport à un Etat liée à celle-ci culturellement, familialement, et en même temps totalement inféodée à l'étranger (c'est la combinaison de ces deux facteurs qui explique en grande partie la faiblesse de cet Etat face à la révolte).

Si la révolution hongroise avait pu durer, on aurait vu, inmanquablement ressurgir des conflits de classes au sein même de la société civile, entre les ouvriers, les anciennes et les nouvelles classes moyennes, les paysans... et le rapport entre tactique non-violente et tactique violente se serait alors posé dans des termes très différents.

2) Une fois reconnue l'importance décisive de la tactique non-violente, ou plutôt des rapports non-militaires dans le succès initial de l'insurrection on doit ajouter aussitôt que sans l'action des groupes armés ce succès était impossible.

Aussi désintégré était-il, l'Etat hongrois pouvait encore s'appuyer sur une police politique peu nombreuse mais disciplinée et surtout sur les troupes russes, troublées par les événements mais ne risquant à aucun moment de se dissoudre comme l'armée hongroise.

Face à ces unités disciplinées, fortement armées, qui tenaient les points stratégiques, les ministères, les centres de communication, et qui disputaient par les armes, la rue aux manifestants, ceux-ci ne pouvaient rien, que se faire tuer en laissant au temps le soin de rétablir l'ordre étatique(1).



En harcelant les russes et la police politique, les groupes armés ont contribué de façon décisive à démoraliser des unités répressives sensibles aux seuls arguments de force, et finalement à obliger les russes à retirer leurs troupes. L'insistance du gouvernement Nagy à demander aux insurgés de déposer leurs armes montre que là se jouait le sort même de la révolution pendant les 8 premiers jours de l'insurrection.

3) Ce côté violent des événements a donné lieu à des exécutions, à des massacres même (comme au siège du parti où périrent des communistes comme Mezö pourtant acquis à l'insurrection) qui ne peuvent réjouir personne. Il faut seulement signaler que les groupes armés n'y sont pour rien. C'est la foule en colère qui a lynché les AVO et à moins de constituer un service d'ordre particulièrement puissant et « violent » vis à vis de cette foule (impossible de toute façon) on ne voit pas comment des non-violents intégraux auraient pu garder au soulèvement de masse son caractère pacifique.

4) Les événements qui ont suivis le retour de l'armée russe (des unités venues de Sibérie, ignorantes de ce qui c'était passé, ne sachant pas où elles étaient..) offre également des éléments de réflexion pour tous ceux qui se réclament de la non-violence et du pacifisme.

Le 4 novembre 1956 le gouvernement Kadar repose entièrement sur les baionnettes d'une force armée étrangère. Sa tâche ? Reprendre le contrôle d'une société dressée tout entière contre lui, recréer de toute pièce un appareil d'Etat puisque les lambeaux de ce qui restait de l'ancien, sous Nagy, ont été définitivement emportés par la seconde intervention soviétique.

Nous sommes, concrètement, dans la situation même que posent, théoriquement les partisans du désarmement unilatéral ; d'un côté une armée étrangère de l'autre une société totalement désarmée militairement parlant mais entièrement mobilisée et organisée dans un refus de l'occupant.

Le dossier de ce numéro fournit des documents sur cette situation exceptionnelle, due à un concours de circonstances exceptionnelles.

La société hongroise, comme la chèvre de monsieur Seguin, résistera deux mois à la volonté de la force coercitive extérieure. Fin décembre les derniers conseils ouvriers sont dissous, tous ceux qui ont pris sur eux d'organiser cette gigantesque résistance passive et active sont fusillés ou en prison.

Depuis 20 ans, sous la présidence de Kadar, l'ordre règne en Hongrie.

LE GI'S COMMUNIQUE.

Du côté de Metz

Philippe Guyen, Claude Besnard, Jean Luc Stote, Didier Laffont, incarcérés à la maison d'arrêt M.Barrés.

On peut leur écrire, on peut écrire à Cochard, directeur de la justice militaire et de la gendarmerie nationale, afin d'exiger la libération de Jean Luc Stote. Il est recommandé d'écrire un double pour « Le Monde »

Adresses : Cochard 35 rue St Didier 75016 PARIS
Le Monde 5 rue des Italiens 75427 PARIS
CEDEX 09
Maison d'arrêt Maurice Barrés B.P. 1071
57038 Metz cedex.

Du côté de Romans

La quasi-totalité des 44 manifestants du 11 novembre 1975 sont passés le jeudi 4 novembre en procès à Grenoble.

Dans un premier temps le tribunal correctionnel de Valence les avait condamné à 500 Frs d'amende, motif ? Entrave à la circulation.

Dans un deuxième temps la cour d'appel de Grenoble a confirmé le jugement du tribunal de Valence.

Troisième temps Paieront ils ?

Gabriel des Pomeys Anselme, juge d'instruction à Valence, poursuit activement l'instruction ouverte contre cinq camarades de Romans, pour :

Injures à l'Armée

Incitation à la désertion et à l'insoumission

Du côté de Roanne

Noël Cugnet après avoir demandé un statut d'objet de conscience et n'avoir obtenu qu'un refus à sa demande a refusé trois fois de partir et fut déclaré insoumis le 18 aout. Le 2 novembre il s'est rendu aux autorités militaires: A partir de ce moment là le petit jeu habituel, cellule, bureau, cellule, bureau. Pendant cette partie où il n'y a qu'un gagnant, les autorités militaires en profitent pour glisser une provocation à la désobéissance. Comme Noël a de la suite dans les idées, aujourd'hui il risque deux ans de taule.

Des pétitions seront à la dispositions de toutes les personnes qui voudront bien les remplir ou mieux, les faire remplir. Pour tout renseignement, écrire au journal, qui transmettra.

Du côté de Pithivier (Loiret)

Depuis le 4 octobre un camarade C.Cabaret est déclaré par les autorités militaires Inoumis, un comité de soutien s'est monté à Pithiviers.

HONGRIE 56 :

LES CONSEILS OUVRIERS

Le vingtième anniversaire de l'insurrection hongroise contre la domination russe et son satellite étatique hongrois aura été surtout marqué à Lyon par une vaste campagne d'affiches des fascistes du PFN, clôturée par un meeting. (1)

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les fascistes utilisent la révolution hongroise pour s'efforcer de mobiliser autour d'eux l'opinion publique contre la « menace communiste » en France. Le « communisme » des pays de l'est leur a offert là une occasion en or de cacher leurs bottes et leurs treillis militaires derrière les manteaux des insurgés hongrois.

A notre avis ils ne trompent personne. Les anciens paras d'Algérie, les léches-bottes de l'armée française, les admirateurs des camps d'extermination nazis, des divisions blindées SS, ne feront croire à personne qu'ils peuvent être même un tant soit peu par les insurgés en haillons qui ont affronté en 56 les divisions blindées soviétiques.

Les camps nazis et les camps soviétiques, la wermarcht et l'armée rouge, les troupes d'occupation en tchécoslovaquie et les nostalgiques de l'occupation française en Algérie, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, des gens du même bord, du même côté du manche, de la trique, celui du pouvoir.

Que l'affrontement politique entre deux tenants du totalitarisme d'Etat conduise chacun d'entre eux à commémorer les insurrections populaires contre l'autre c'est de bonne guerre, de la bonne guerre de politiciens. Les insurrections populaires sont habituées à être récupérées par ceux contre qui elles ont lieu. La célébration de la révolte hongroise par les fascistes n'est pas plus scandaleuse que la visite des staliniens au mur des fédérés.

Ce qu'il ne faudrait pas c'est que le soutien des fascistes fasse croire que finalement la révolte hongroise n'était pas une insurrection populaire, seulement le complot bien mené des nostalgiques du capitalisme musclé... comme le disent les bureaucraties des pays de l'est. C'est cette fausse impression que le dossier qui suit voudrait effacer. Comment ? Tout simplement en rappelant les faits et en donnant à lire quelques documents qui, sans phraséologie et sans lyrisme, montre le caractère ouvrier et révolutionnaire du soulèvement hongrois de 1956.

Pendant 10 jours, la conquête de la rue par les jeunes ouvriers armés des banlieues de Budapest, la dissolution de l'armée hongroise, la grève générale dans tout le pays, ont fait disparaître comme par enchantement la formidable machine étatique qui écrasait l'ensemble de la société. A l'occasion de cette disparition tout le monde a pu parler enfin librement, y compris les fascistes, c'est à dire principalement un vieux cardinal, Mindzenty, tout droit sorti du moyen âge. Mindzenty, c'est le seul « insurgé » dont peuvent se réclamer les nazillons lyonnais. La rue était aux mains des ouvriers, les usines aussi, les champs aux mains des paysans. La scène politique elle, restait vide; que ce vide ait attiré beaucoup de monde y compris les débris des vieux partis réactionnaires et les jeunes turcs du nationalisme intégral, aucun doute là-dessus, mais le malheur pour tout ce petit monde c'est que l'insurrection hongroise ne s'est pas contentée de détruire l'Etat de Gerö et de Kadar en laissant aux spécialistes de la marche au pas le soin de rétablir l'ordre capitaliste et chrétien.

Dès le 25 octobre, un jour et demi après le début de l'insurrection, l'ensemble de la Hongrie, dans chaque localité, dans chaque entreprise, chaque administration, chaque corps de métier, s'est couverte de conseils, de comités, « leurs noms différents, écrit Szabad Nep le 28 octobre, mais ils se ressemblent tous en ce sens qu'ils représentent des organes populaires, créés spontanément à la suite de la naissance d'une nouvelle démocratie dans le pays ».

Les conseils s'emparent de la totalité des prérogatives publiques, ils affirment bien haut sans la moindre exception leur volonté de ne laisser à personne le loisir de profiter de la révolution, d'empêcher en particulier le retour des anciennes forces capitalistes et fascistes et de construire un socialisme « à la manière hongroise ». Le peuple hongrois ne venait pas de détruire la dictature de Gerö pour rétablir la vieille dictature d'Horthy et des crois fléchées.(2)

C'est ce gigantesque effort d'organisation et de prise en mains de tous les rouages de la société que les documents qui suivent s'efforcent de montrer. Le manque de place nous oblige à ne donner qu'une image bien incomplète. Si ça nous est possible nous ferons paraître une brochure plus détaillée ultérieurement. (3)

(1) Signalons malgré tout que les organisations trotskystes ont essayé de faire connaître ce que fut véritablement l'insurrection hongroise.

(2) Le régent Horthy et le mouvement fasciste des « crois fléchées » a fait régner pendant vingt ans une sévère dictature sur le peuple hongrois.

(3) A lire également dans le cadre de la discussion sur la violence l'article « Violence et Non-violence dans l'insurrection hongroise »

RAPPEL DES EVENEMENTS

22 octobre 1956 : meetings dans toutes les universités, des résolutions sont votées réclamant l'égalité entre la Hongrie et l'URSS, la publication des traités économiques, l'autonomie ouvrière, le retour de Nagy au gouvernement. Une manifestation est décidée pour le lendemain ; des délégations sont envoyées dans les usines, des jeunes ouvriers viennent dans les facultés chercher le texte des résolutions.

23 octobre : interdite puis autorisée par le gouvernement, la manifestation rassemble en fin d'après midi 100 à 150 mille manifestants ; étudiante au départ elle se grossit à partir de 17 heures des ouvriers qui sortent des usines.

20 heures : le gros de la manifestation reste place du gouvernement, réclamant le retour de Nagy au gouvernement ; une partie des manifestants se rend au monument Staline, la statue est abattue, une délégation se rend au palais de la radio pour faire lire les résolutions. Refus de la radio qui est gardée par cinq à six cents AVH (police politique) ; vers 23 heures la police ouvre le feu sur les manifestants qui essaient de pénétrer dans le palais de la radio ; des unités de l'armée hongroise, envoyées en renfort, se laissent désarmer par les manifestants ou passent de leur côté ; des ou-13

vriers retournent vers les usines où les équipes de nuit arrêtent le travail, et s'emparent des dépôts d'armes de la milice ouvrière et des stocks des usines d'armement ; un peu partout dans Budapest des combats s'engagent contre la police politique.

24 octobre : la radio annonce la nomination de Nagy à la tête du gouvernement, la promulgation de la loi martiale et l'appel de Nagy à l'armée russe qui est intervenue à l'aube contre les insurgés. Les combats et les manifestations continuent ; les insurgés harcellent les russes et tiennent les quartiers autour des casernes et dans les banlieues ouvrières.

25 octobre : Gerö, secrétaire du parti est démis de ses fonctions et remplacé par Kadar. Nagy et Kadar promettent des réformes, mais demandent aux insurgés de déposer les armes. Les combats continuent contre l'armée russe ; les premiers conseils ouvriers sont créés dans les usines.

26 octobre : A Budapest le colonel Maléter, envoyé combattre les insurgés avec une unité blindée, passe de leur côté ; il tient la caserne Killian, la plus importante de la ville. Kopacsi, préfet de la police de ville, passe également du côté des insurgés et fait distribuer des armes aux étudiants en s'efforçant de constituer des unités disciplinées, reliées à la préfecture. En province, dans toutes les villes, des comités révolutionnaires, composés de délégués des conseils ouvriers et des représentants de l'armée et des paysans prennent le pouvoir et désarment la police politique. Radio Miskoc et radio Győr sont aux mains des insurgés. Les premières délégations sont envoyées au gouvernement Nagy qui fait de nouvelles promesses et s'efforce de faire déposer les armes.

27 octobre : formation d'un gouvernement national, Nagy a fait appel aux anciens partis démocratiques. Il reçoit sans cesse de nouvelles délégations des conseils ouvriers et révolutionnaires de province.

28 octobre : Nagy, à la radio admet que le mouvement n'est pas contre-révolutionnaire, les russes se retirent de Budapest ; le gouvernement s'efforce de prendre le contrôle des insurgés en créant la garde nationale.

29 octobre : Nagy dément avoir proclamé la loi martiale et appelé les russes. Malgré des réserves, l'ensemble des conseils révolutionnaires affirment leur soutien au gouvernement Nagy ; les délégations affluent à Budapest. Le cardinal réactionnaire Mindszenty est libéré. Les anciens partis de droite se reconstituent. Radio Europe libre (propagande américaine) s'efforce de jeter le discrédit sur le gouvernement Nagy. Constitution à Győr du Conseil National de Transdanubie, s'appuyant sur les conseils ouvriers et qui tente d'étendre le mouvement aux pays limitrophes.

31 octobre : radio Moscou annonce que le gouvernement russe est prêt à négocier le retrait de ses troupes. Les conseils de province signalent l'arrivée de nouvelles unités russes en Hongrie.

1er novembre : afflux des troupes russes, protestation de Nagy, plainte à l'O.N.U. et déclaration de la neutralité de la Hongrie. Nagy et Kadar annoncent la fondation d'un nouveau parti, le parti socialiste hongrois. A Győr le conseil révolutionnaire fait disperser un meeting organisé par les partis de droite.

2 novembre : les conseils ouvriers des grandes usines de Budapest décident la reprise du travail pour le 5 novembre. Le conseil révolutionnaire de Borsod-Abaúj-Zemplén réclame la constitution d'un conseil révolutionnaire national constitué par les conseils révolutionnaires et les conseils ouvriers en remplacement de l'ancien parlement.

3 novembre : remaniement du gouvernement Nagy. Maléter est responsable des forces insurgées. Discours à la radio nationale (contrôlée par le gouvernement) du cardinal Mindszenty. Radio Europe Libre lance le mot d'ordre : « Mindszenty au pouvoir ! ». Maléter et les chefs militaires des insurgés, invités à venir négocier le départ des troupes russes, sont arrêtés.

4 novembre : les russes attaquent Budapest. Kadar disparu depuis quelques jours annonce qu'il a pris la tête d'un gouvernement ouvrier et paysan soutenu par les russes. Reprise des combats dans tout le pays. Nagy se réfugie à l'ambassade de Yougoslavie.

5-12 novembre : poursuite des combats, les dernières résistances ont lieu à Pécs où les mineurs se retirent dans les contreforts du mont Meckesen et continuent de harceler les convois russes, et à Budapest dans le quartier ouvrier de Csepel à Budapest.

12 novembre : le comité révolutionnaire d'Ujpest (autre banlieue ouvrière de Budapest) lance un appel pour la formation d'un conseil ouvrier central.

13 novembre : une délégation de plusieurs conseils ouvriers de Budapest est reçue par Kadar qui ne veut donner aux conseils qu'un pouvoir économique. Une réunion autour de Miklos Gimes et Balázs Nagy crée la « ligue des socialistes hongrois ». La grève générale est totale depuis le 4 novembre.

14 novembre : fin des combats. Le conseil ouvrier central du grand Budapest (ensemble de l'agglomération) est constitué sous la présidence de Balázs. Il rencontre Kadar, maintient toutes ses revendications (départ des russes, refus de reconnaître le gouvernement Kadar) mais décide devant la situation catastrophique de Budapest la reprise du travail.

15 novembre : Balázs, président du conseil est démis de ses fonctions pour avoir semblé interpréter le mot d'ordre de reprise du travail comme une reconnaissance du gouvernement Kadar ; le conseil doit aller s'expliquer devant les assemblées d'usine mécontentes. Devenyi de Csepel est nommé président. Les russes organisent les arrestations et les déportations vers l'URSS. En province double pouvoir entre les conseils révolutionnaires d'un côté et la police politique et permanents du parti soutenus par l'armée russe de l'autre.

19 novembre : convocation de tous les délégués des conseils de province pour la constitution d'un conseil ouvrier national. En province la grève est toujours totale.

21 novembre : l'armée russe empêche la réunion de se tenir, une partie des délégués parvient cependant à se réunir ; affrontement violent entre les délégués de province et ceux de Budapest, les premiers reprochant aux seconds d'avoir repris le travail. Le conseil du Grand Budapest entérine le mot d'ordre de grève de 48 heures lancé par les ouvriers devant l'intervention des russes contre leurs délégués. Une liaison permanente est mise en place entre le conseil du grand Budapest et les conseils de province. Le président Devenyi, estimé trop tiède est démissionné et remplacé par Racz, un ouvrier de 23 ans, Bali et Kalocsai sont nommés vice-présidents.

23 novembre : pour commémorer l'anniversaire de la révolution, le conseil central décide que pendant une heure personne ne sortira dans les rues de Budapest. Déploiement des troupes russes.

4 décembre : les assemblées d'usine proposent pour l'anniversaire de la deuxième intervention soviétique d'organiser une manifestation dans Budapest. Le conseil central propose que seules les femmes y participent.

5 décembre : Miklos Gimes est arrêté ; la police essaie d'arrêter Racz et Bali qui parviennent à se réfugier dans leurs usines ; devant la résolution des ouvriers les forces de police n'osent pas intervenir. Arrestation d'un grand nombre de membres des conseils ouvriers.

9 décembre : une grève générale de 48 heures est décidée pour protester contre la répression. Le gouvernement décide la dissolution du conseil du grand Budapest « dont les membres préféreraient s'occuper exclusivement des questions politiques pour construire un nouveau pouvoir à opposer aux organes exécutifs de l'Etat ».

11 décembre : grève générale. Convoqués par Kadar « pour discuter » Racz et Bali quittent leurs usines et sont arrêtés au parlement. Le comité révolutionnaire des intellectuels est dissous.

13 décembre : les usines de Béloianis poursuivent la grève pour protester contre l'arrestation de Racz et Bali. Partout dans le pays le gouvernement appuyé par les russes reprend le contrôle politique de la population ; nombreuses arrestations des délégués aux conseils ouvriers.

17 décembre : premières condamnations à mort.

11 et 12 janvier : les ouvriers de Csepel se mettent en grève. La police intervient, un mort, les chars russes cernent Csepel (le plus gros quartier ouvrier de Budapest).

septembre 1957 : dissolution des derniers conseils ouvriers. Napzabazag le journal du parti dénonce les conseils ouvriers comme étant une « création contre-révolutionnaire ».

ce que furent les conseils ouvriers

Nous publions ci-dessous des extraits du témoignage de Ferenc tóke, vice président du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest en 1956.

Le conseil ouvrier de la fabrique d'appareillage téléphonique.

Je suis issu d'une famille ouvrière. Très jeune, j'ai commencé à travailler comme apprenti à l'usine d'appareils de TSF Orion. Reçu compagnon, je devins ajusteur-outilleur, mais désireux de continuer des études qui, jusque là, avaient été très sommaires, je m'inscrivis à des cours du soir. Grâce à quoi je fus versé dans les cadres en qualité de chronométrateur, profession qui certes, n'est pas populaire en Hongrie. Néanmoins lorsque, pendant la révolution, on procéda aux élections du Conseil Ouvrier de mon entreprise — je travaillais alors à la fabrique d'Appareillage Téléphonique qui employait 3.000 ouvriers — je me trouvais en tête de liste avec une confortable avance de voix sur les autres...

Après les événements du 23 octobre 1956, cessant de participer aux combats insurrectionnels, je me rendis à mon usine. C'était je crois, le 25 octobre. Sur les 3.000 travailleurs de l'entreprise, quelques 800 étaient réunis au foyer culturel. Sur l'estrade avaient pris place le direc-

teur, le secrétaire du parti, le président du comité d'usine et quelques autres fonctionnaires, c'est à dire les permanents. Dans la salle, des ouvriers. Les cadres dirigeants essayaient de mettre sur pied un conseil ouvrier. En effet, le Conseil National des syndicats venait de prendre une initiative, approuvée par le comité central du parti en vertu de laquelle on devait former un conseil ouvrier dans chaque usine afin que les travailleurs aient un droit de regard plus étendu sur la marche de l'entreprise pour qu'ils dirigent réellement les usines. Ce fut la forme officielle des mesures prises, par lesquelles ils ont voulu garder leur place, tout comme là où — étant les initiateurs — ils pouvaient rester du côté du feu. Mais les conseils ouvriers ont été formés dans un temps de critique où rien ne pouvait être imposé aux ouvriers. L'esprit libre de la révolution fut tellement fort que l'ouvrier voulant un changement ne désirait aucunement accepter une décision émanant de Gerö...

Le conseil ouvrier élu comprenait 25 membre environ. Chaque département de l'usine en avait élu deux ou trois. Ceux qui venaient des ateliers étaient tous des manuels, ceux qui représentaient les bureaux étaient des employés. Au total 19 des membres du conseil étaient des manuels. Nous l'avons considéré comme conseil provisoire, car de 3.000 travailleurs n'étaient présents que 800...



Je dois préciser que 50% environ des membres du conseil ouvrier étaient des jeunes de 23 à 28 ans. Ils avaient participé aux diverses actions révolutionnaires, aux manifestations, au déboulonnage de la statue de Staline, aux combats devant la radio etc... Quelques uns avaient suivi des cours du soir à l'université. Par leur envergure et leur esprit révolutionnaire, ils avaient réussi à entraîner les travailleurs de l'usine. Les travailleurs plus âgés avaient souvent dit que si les jeunes étaient capables de déclencher une telle lutte glorieuse, ils seraient certainement capables et dignes de représenter les travailleurs. Parmi ces « anciens » on comptait chez nous de nombreux militants syndicalistes ; certains avaient fait de la prison sous l'ancien régime ; voire sous Rakosi, mais pour la plupart ils étaient d'avis que c'était aux jeunes de prendre la relève...

Dès le 2 et 3, nombreux étaient les travailleurs qui s'étaient présentés pour aider à réparer les dégâts, car il y en avait eu. On avait l'impression qu'il se rendaient compte qu'ils travaillaient pour eux. Quelques uns me dire que jusque là tous les concours d'émulation avaient été organisés sous la contrainte. Mais si les événements suivaient le cours qu'ils venaient de prendre, eux mêmes organiseraient l'émulation au travail, et ils obtiendraient des rendements effectifs comme on n'en avait jamais vus. Le samedi 3 novembre, les travailleurs de l'usine prirent la décision de reprendre le travail, le lundi suivant. Lors de cette réunion, nous avons désigné l'équipe dirigeante de chaque atelier, ordonné l'organisation du travail de façon à éviter tout à-coups dans la production. A la fin de la journée nous nous sommes séparés avec la volonté de commencer la production le surlendemain. Nous avons essayé d'éviter la légèreté fatale de tout transformer d'un seul coup, car les ouvriers savaient qu'un des vices du régime rakosiste fut le changement et le remplacement continuel des dirigeants techniques. Nous avons voulu voir comment fonctionnait le mécanisme après avoir supprimé quelques postes considérés comme importants. Nous aurions ensuite la possibilité de rectifier les fautes de détails, de supprimer les bureaux hors proportion, d'évincer les mouchards et de pourvoir l'usine de cadres techniques qualifiés. Notre but fut donc de ne pas bouleverser la vie de l'usine du jour au lendemain mais d'assurer une transition calme et graduelle à la production normale. Dans leur mémorandum adressé au gouvernement les ouvriers ont exprimé le désir de devenir propriétaires de l'usine ; ils voulaient la diriger comme étant la leur, la maintenir en bon état. Le conseil ouvrier ne pouvait prendre aucune mesure irréfléchie, car il devait immédiatement en répondre devant les travailleurs.

Le conseil ouvrier fut constitué de telle manière que, sauf son président et son secrétaire, il ne comportait aucun membre permanent. Chacun de ses membres devait participer à la production avec les autres ouvriers, et, après le travail, assurer le fonctionnement du conseil, tenir les réunions etc... Les membres du conseil devaient rendre compte chaque jour, des événements politiques, des affaires de l'usine et de leur propre travail...

Le 4 novembre au matin, nous fûmes réveillés par la canonnade soviétique. La deuxième intervention soviétique allait bouleverser tous nos plans. Du coup, les ouvriers des usines se retrouvèrent en état de grève : nous avions convenus en effet que si des événements contraires survenaient la grève serait poursuivie sans qu'on ait besoin de prendre une nouvelle décision à ce sujet...



Manifestants « fascistes hongrois » sur un tank « socialiste-soviétique »

Création du conseil central du grand budapest.

Avant la seconde intervention soviétique, le projet de création d'un conseil central ouvrier ne fut même pas formulé. L'idée ne fut lancée que pendant les journées confuses qui suivirent le 4 novembre. Le pays fut sans maîtres, le gouvernement n'existait pas en réalité, le peu d'employés ayant la confiance des soldats russes circulaient en voitures blindées. Il est caractéristique que les membres du régime renversé, contraints par les ouvriers à la démission, n'osaient pas revenir aux usines. Les ouvriers ne les auraient pas toléré même après l'agression soviétique... les ouvriers constataient par eux mêmes une désorganisation générale, l'état lamentable des usines que personne n'entretenait plus, sans parler de l'arrêt total de la production. On assista bientôt à des tentatives pour coordonner sur le plan de l'arrondissement l'activité des divers conseils à Csepel, dans le 13^{ème} et 14^{ème} arrondissement. C'est ainsi que naquirent les premiers conseils d'arrondissement. Dans chaque arrondissement les usines décidèrent de former des conseils d'usine, l'unification des résolutions et, bien entendu, les échanges d'informations. Comme les ouvriers étaient conscients de leur opposition au gouvernement, ils se rendaient compte que plus leur organisation serait vaste et plus elle aurait d'influence...

Dans cette situation cahotique, une tâche urgente s'imposait : venir en aide à ceux — ils étaient des milliers et des milliers — qui étaient restés sans abri à la suite des destructions insensées opérées par les russes. un gros effort de coordination s'imposait : les besoins se faisaient d'heure en heure plus pressants. On envisagea de réunir dans une assemblée commune les conseils ouvriers des différents arrondissements de Budapest et ceux des plus grosses usines. Le conseil ouvrier d'Ujpest vota même une résolution dans ce sens. De fait une assemblée de ce genre fut organisée le 13 novembre. J'y pris part personnellement, voici dans quelles circonstances : une réunion se tint d'abord à l'usine d'Appareillage Téléphonique, à laquelle assistèrent 800 ouvriers environ. Cette réunion approuva la composition

du conseil ouvrier élu sous la révolution, ainsi que les résolutions prises par ce conseil. On décida de maintenir les résolutions précédemment votées, de ne pas reconnaître le gouvernement Kadar comme gouvernement légal du pays, et de poursuivre la grève tant que les troupes soviétiques stationneraient en Hongrie. Puis on élut un délégué qui représenterait l'usine à la réunion des conseils ouvriers de l'arrondissement. Cette élection se déroula démocratiquement, tous les assistants y participèrent et pas seulement les membres du conseil. Je fus élu. La réunion commune des conseils de l'arrondissement eut alors lieu. Elle se déroula dans notre usine, et je fus élu une fois de plus, avec mission de participer, au nom des usines de l'arrondissement à une assemblée plus large qui devait se dérouler à la mairie d'Ujpest.

Lorsqu'avec les autres délégués nous arrivâmes à la mairie d'Ujpest nous la trouvâmes occupée par les troupes soviétiques. Impossible d'y organiser la réunion. Le conseil ouvrier de l'usine Egysesült Izzo nous offrit l'hospitalité. Les délégués gagnèrent cette entreprise en ordre dispersé et nous tîmes alors notre première réunion avec la participation des représentants des plus grosses usines. Cela se passait le 14 novembre à 16 heures. Tous les délégués reconnurent la nécessité de créer un Conseil Ouvrier Central afin d'organiser les conseils d'arrondissement et de grandes usines, mais les avis différaient quand aux modalités d'application pratique. Pendant la réunion, Sandor Bali, délégué de l'usine Beloiannis (ancienne Standar), prit la parole; il déclara qu'il venait du parlement où il avait participé à un entretien avec Janos Kadar, entretien auquel avaient également participé les représentants des Acieries Hongroises, du Combinat Sidérurgique et Métallurgique de Scepel, de la raffinerie d'huile végétal de Scepel etc... Lecture avait été donnée à Kadar des revendications ouvrières. Je dois préciser que ces revendications ne différaient guère d'une usine, d'un arrondissement à l'autre: retrait des troupes soviétiques, élections au scrutin secret sur la base du système multi-partis, formation d'un gouvernement démocratique, propriété réellement socialistes des usines et nullement capitaliste, maintien des conseils ouvriers, rétablissement des syndicats indépendants, suppression des syndicats dits de « transmission » et aussi, je dois le souligner, respect de droit de grève, liberté de presse, de réunion, de religion, bref tous les grands objectifs de la révolution. Dans toutes les assemblées qui avaient présidé à la rédaction de ces revendications, l'unanimité était telle qu'on eut dit que les délégués s'étaient entendus d'avance. C fut ainsi à cette première réunion du Conseil Central. Il y avait également des délégués de province: de Győr, de Miskolc qui venaient pour discuter de l'unification de nos efforts...

Les délégués: révocables et soumis au mandat impératif.

Au cours de la discussion qui eut lieu à l'usine Egysesült d'Ujpest, plusieurs délégués prirent la parole pour recommander la formation d'un Conseil National Ouvrier. Moi-même j'étais partisan d'un tel organisme, mais officiellement je ne pouvais faire état que de la volonté de mes mandants, qui réclamaient un Conseil Ouvrier du Grand-Budapest. Les autres délégués représentent la plupart des entreprises d'Ujpest et du quartier de la « Terre des anges », étaient dans mon cas. Or, les délégués ne pouvaient pas agir sans l'approbation de leurs mandants. Il est dommage que Kadar n'ait pas assisté incognito à cette réunion, car il aurait pris une bonne leçon de démocratie ouvrière.

Et la résolution finale réclamait la création d'un Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest.

Les participants furent, pour la plupart, des anciens du mouvement ouvrier et aussi des jeunes. J'avais confiance en eux et je savais leur honnêteté. Nous avons accepté ceux qui étaient proposés par eux et, ainsi, mutuellement, la réunion pouvait vérifier les participants. C'est ainsi qu'une atmosphère de confiance fut créée, les interventions nous ont également aidé à se connaître les uns les autres. Il est vrai que chacun représentait certains arrondissements ou usines, mais dans ces occasions la personnalité individuelle importe également. Nous avons constaté que les huit ou neuf plus grands arrondissements de la capitale étaient représentés par les délégués dignes de confiance. On prit la décision de descendre dans la salle de réunion de Egysesült Izzo car beaucoup d'ouvriers groupés dans la rue s'intéressaient à la réunion et revendiquaient une information. Cette salle, grande comme un théâtre, était déjà archi-pleine.

(Une délégation porte à Kadar la résolution votée au cours de l'assemblée dans laquelle celle-ci refusait de reconnaître le gouvernement de Kadar mais appelait à la reprise du travail)

Après l'entretien avec Kadar, le soir même du 14 novembre l'un des membres du conseil central, Arpad Balazs je crois, a déclaré à la radio qu'un conseil central était formé et qu'il fallait reprendre le travail etc... Partout l'indignation donna l'impression que le conseil central était complice avec Kadar. Nous avons immédiatement pensé que Balazs était complice de Kadar et qu'il employait le même système que Gerö qui, au début de la révolution voulait opposer les ouvriers au gouvernement Nagy en lui endossant la responsabilité de l'appel aux troupes soviétiques. Or précisément la reprise du travail n'impliquait pas que, de notre côté, nous reconnaissons le gouvernement. Nous avons donc pris la décision d'écarter Balazs qui était de surcroît le président, de lier toute déclaration publique à une décision précédente et d'envoyer immédiatement des délégués aux usines pour y lire devant les ouvriers notre déclaration. Celle-ci avait été lue devant les conseils ouvriers de chaque usine par le président qui expliquait la nécessité de la reprise du travail. Les ouvriers s'étaient rendus à ces raisons.

La question de la reprise du travail

Nous avons donc commencé notre travail à notre siège, bien que le véritable travail ne s'engagea que le lundi 19 novembre. Jusque là quelques incidents se produisirent, les nouveaux délégués par exemple relancèrent la discussion sur l'opportunité de la reprise du travail. Nous avons dû leur expliquer que, malgré une résistance très forte dans certains secteurs de la classe, il fallait reprendre le travail d'autant plus qu'il ne signifiait nullement la reconnaissance du gouvernement. Un autre incident plus grave survint le dimanche 18 novembre. Un groupe assez important d'ouvriers s'étaient rassemblés devant notre siège dans la rue Akacsia. Quand ils apprirent que Kalocsai et moi-même, arrivant au siège, étions membres du conseil central, ils voulurent carrément nous battre. On a passé des moments très difficiles d'explication! Mais finalement le travail fut repris, d'une façon générale, le 19 novembre, comme prévu...

(pendant que le conseil négocie toujours avec Kadar et que le travail a repris à Budapest, une assemblée réunissant tous les centres ouvriers de province est organisée) 17

Tentative pour constituer un conseil national

Je fus chargé de l'organisation du service d'ordre. Il était composé d'ouvriers des usines de Csepel. On indiqua à chaque usine le nombre de gars qu'elle devait fournir. Toute arme étant interdite à l'intérieur de la salle de réunion, tout le monde serait fouillé avant de pouvoir pénétrer dans le palais des sports...

A 8 heures précises commença un formidable défilé militaire soviétique.....il y avait peut être quatre cent blindés, des tanks prêts à tirer, de l'artillerie tractée, des soldats mitrailleuse au poing. Le Palais des Sports fut cerné en un instant et toutes les rues adjacentes barrées.

Devant ce déploiement de forces, les membres du conseil central ouvrier du Grand Budapest dont moi-même nous nous dirigeâmes vers le siège du syndicat des ouvriers du bâtiment qui se trouvait à proximité. Un certain nombre de nos camarades toutefois, restèrent aux abords du Palais des Sports pour attendre les délégués des mines, usines sidérurgiques et entreprises de province, venus des quatre coins de la Hongrie : de Debrecen, de Mohacs, de Pecs, de Dunapentele et d'ailleurs. Des élections démocratiques s'étaient préalablement déroulées dans tous les centres. Chacun des délégués était muni d'une attestation officielle. Il faut dire qu'en arrivant au palais des sports ils étaient animés contre nous d'une violente indignation à la pensée que nous les avions lâchés et trompés. En effet nous autres à Budapest nous travaillions, alors qu'ils ne travaillaient pas. Ils venaient dans l'intention de donner une nouvelle impulsion à la grève. Celle-ci en effet paralysait encore les grands centres de province : les ouvriers de Tabanya avaient même inondé les carreaux des mines...



Après les combats....

Nous invitâmes donc les délégués de province à venir avec nous pour leur expliquer notre position. Cependant la rue Akracsia était à son tour envahie par les soldats. Sur le trottoir qui faisait face à l'immeuble où nous siégeons, une puissante formation s'installa. C'étaient des élèves de la même académie militaire qui nous avait attendus précédemment devant le M.EM.O.S.Z. Le commandant est monté avec quelques uns d'entre eux, mitrailleuse à la main. « Debout et haut les mains ! » cria-t-il. « Qu'y a-t-il ici, insurrection fasciste, contre révolution ? » Tout le monde se mit debout et Racz répondit à l'officier.

J'ai oublié de mentionner un incident qui se termina par l'élection de Racz à la présidence. Lorsque nous avons écarté Balazs on l'a remplacé par Devenyi, pensant que cet ouvrier de Csepel représenterait bien notre conseil. Or il se comporta d'une façon curieuse : au moment où nous devions aller négocier avec Kadar, il trouvait toujours une raison quelconque pour reculer cette entrevue, telle que : il suffit de négocier demain etc... Un fois Racz, qui était très véhément, a bondi en disant : « Je prie le président de démissionner. Nous n'avons pas besoin de gens veules. » Il a démissionné sur le champ et nous avons unanimement élu Racz qui n'avait que 23 ans à ce moment, mais été très actif et combatif et d'une honnêteté sans faille. En même temps nous avons chargé Kalocsaï, un homme tempéré et Bali, d'assurer la vice-présidence.

Comme je le disais, Racz expliqua à l'officier de quoi il s'agissait en réalité et le pria de s'asseoir avec nous pour écouter nos discussions. Ce qu'il fit. Les mineurs parlèrent avec véhémence, nous traitant de tous les noms : canailles, traîtres etc... « *si vous voulez travailler, faites le, mais nous ne donnerons ni charbon ni électricité, nous inonderons les mines* ». Les mineurs de Salgotarjan, de Tatabanya, de Pecs étaient tous d'accord. La discussion continua. Brusquement, l'officier sortit. Nous étions inquiets. Quelques minutes après, il revint seul, sans armes et déclara : « *on m'avait dit que vous prépariez un complot fasciste. Maintenant je suis convaincu que c'est une calomnie. J'ai renvoyé mes gars à l'académie, mais permettez moi d'assister à votre réunion constructive et très intéressante.* » Nous l'avons applaudi spontanément.

Tandis que les délégués de province nous attaquaient, nous essayons de leur faire entendre raison. D'abord ce fut peine perdue. Nous n'étions soutenus que par un délégué de Győr. Pourtant nos arguments finirent par les toucher : « *vous autres, en province vous vous trouvez dans une situation plus facile que nous. Dans une petite ville tout le monde se connaît. Quand un événement survient tout le monde en est informé dans la demi-heure qui suit. La solidarité est plus facile à organiser. A Budapest, il y a plus d'un million et demi d'habitants, la situation est plus complexe, nous devons à tout prix garder le contact les uns avec les autres, et aussi le contact avec la province. En cas de grève, toutes ces liaisons sont menacées.* »

Vers 21 heures les délégués de province se rendirent à nos raisons et nous nous sentîmes en parfaite harmonie. On convint de ne pas insister sur la création d'un Conseil National, afin de ne pas envenimer les choses : cette seule éventualité n'avait elle pas suffi à mobiliser les tanks soviétiques ? Par contre, le Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest, reconnu par les autorités, devait poursuivre ses activités. D'autre part, des contacts seraient établis entre la capitale et les centres de province, et toutes nos décisions leur seraient transmises par des agents de liaison. Ainsi bien que notre organisation conservât jusqu'au bout le nom de Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest, un Conseil National fut tout de même créé dans la pratique et de façon illégale.

Le grande dépôt des autobus de la BESZKART se trouve en face du palais des sports, et lorsque les travailleurs virent le déploiement des forces soviétiques, ils crurent que les membres du Conseil Central avaient été arrêtés. Aussitôt des mots d'ordre d'une grève de 24 heures, furent lancés, des coups de téléphone partirent dans toutes les directions et bientôt Racz le président du Conseil Ouvrier fut informé que la moitié des travailleurs de Budapest étaient déjà en grève...

appel du Conseil Central Ouvrier du grand-Budapest

Le 27 novembre 1956.

Camarades ouvriers.

Le conseil central ouvriers des usines et des arrondissements du Grand Budapest, élu démocratiquement par la base vous adresse un appel et des informations, dans le but de resserrer encore nos rangs et de les rendre plus unis et plus forts.

On sait que le Conseil ouvrier du Grand Budapest a été créé sur l'initiative des grandes entreprises le 14 novembre dernier, afin de coordonner le travail des conseils ouvriers des usines et de se faire le porte parole commun de leurs revendications. Depuis sa création, le conseil central a, sans opportunisme, présenté aux instances les plus diverses les revendications des ouvriers du Grand Budapest et, bien que les résultats ne soient pas suffisants, loin de là, nous pouvons néanmoins affirmer qu'au cours de ces négociations nous n'avons à aucun moment abandonné les objectifs essentiels de notre glorieuse révolution nationale du 23 octobre.

Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous défendons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante et à la manière hongroise. Nous n'abandonnons aucune des revendications de la révolution. Nous considérons que le travail est la base de la société. Nous sommes des ouvriers et nous voulons travailler. Voilà pourquoi nous avons convié au Palais des Sports à Budapest, pour le 21 novembre dernier, les représentants de la province, des départements, afin que, à la réunion d'un conseil ouvrier national, nous discutions des questions les plus importantes qui nous préoccupent et notamment de la possibilité d'une reprise du travail.

Bien que nous ayons fait part à l'avance de nos intentions au gouvernement et que nous ayons même invité celui-ci à envoyer un représentant, le gouvernement a interdit notre réunion. Cette mesure a envenimé la situation. Dès que l'interdiction a été connue, les ouvriers des usines de Budapest ainsi que les travailleurs des transports ont cessé le travail et on commencé une grève de protestation, sans avoir reçu aucune directive du conseil central.

Malgré tout, nous avons établi des rapports avec les délégués de province. Nous avons voté une résolution stipulant qu'en dépit de la grève de protestation de 48 heures nous étions prêts à reprendre le travail dans tout le pays sans pour autant renoncer à notre droit de grève, à la condition expresse que le gouvernement reconnaisse le conseil ouvrier national comme seul organisme représentatif de la classe ouvrière et qu'il continue sans délais les négociations relatives à nos revendications. Celles-ci ont été définies par nous le 14 novembre, conformément aux objectifs essentiels de la révolution.

Un comité ouvrier représentant notre conseil et complété par un membre de la délégation des mineurs de Pecs-komlo a eu un entretien à ce sujet avec Janos Kadar, président du conseil des ministres, dans la nuit du 22 au 23 novembre.

Le 23 novembre au matin, Jozeph Balazs, l'un des membres de notre délégation a annoncé personnellement à la radio le résultat des entretiens. Le président du conseil des ministres avait reconnu le conseil ouvrier central du Grand Budapest comme qualifié pour poursuivre les négociations et avait promis de soumettre au conseil des ministres les revendications qui lui étaient présentées. Il avait enfin assuré que le conseil ouvrier aurait la possibilité de donner des informations sur les résultats obtenus au cours des négociations entre le conseil et le gouvernement.

Force nous est de constater que toutes ces promesses ne constituent pas grande chose. Néanmoins, nous avons décidé de reprendre le travail, **car nous avons en vue les seuls intérêts du peuple.**

Nous ne nous laisserons pas duper. Nous sommes persuadés du succès final de notre combat et nous essayons de prendre des mesures qui ne se retournent pas contre nous.

Le 23 novembre, une information a été publiée selon laquelle Imre Nagy et d'autres personnalités politiques qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie auraient quitté les bâtiments de l'ambassade, après l'accord du gouverne-



Une insurgée après le siège de l'immeuble de la police politique.

ment hongrois qui leur aurait fourni des garanties suffisantes. Le même jour la radio de Budapest a annoncé qu'Imre Nagy et les personnalités qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie avaient demandé le droit d'asile à la république populaire de Roumanie. Etant donné que cette nouvelle a provoqué une grande inquiétude parmi les ouvriers, le conseil central ouvrier du Grand Budapest a nommé une commission ayant pour mission de demander au gouvernement hongrois, au Haut Commandement des forces soviétiques stationnées en Hongrie, ainsi qu'à l'ambassade de Roumanie l'endroit précis où se trouvait Imre Nagy. Une fois cet endroit connu, la commission aurait à demander la possibilité de négocier personnellement avec Imre Nagy.

Il ne fait pas de doute que cet événement important n'a fait qu'augmenter la méfiance vis à vis du gouvernement Kadar. Toutefois, ainsi que nous l'avons déjà dit, uniquement dans l'intérêt du peuple hongrois nous prenons position en faveur de la continuation du travail. En même temps nous adressons un appel à toutes les usines du pays pour les inviter à faire de même après examen approfondi de la situation.

Les usines se trouvent entre nos mains, entre les mains des conseils ouvriers. Afin d'augmenter nos forces nous pensons que, en vue de mesures et actions unies, la réalisation des tâches suivantes s'impose :

1) Dans tout arrondissement et dans tout département où un conseil ouvrier d'arrondissement ou de département n'a pas encore été constitué, ces organismes sont à former d'urgence au moyen d'élections démocratiques organisées à la base. Les usines importantes et d'abord celles qui se trouvent dans les villes centrales des départements devront prendre l'initiative de constituer des conseils centraux.

2) Tout conseil central d'arrondissement et de département doit se mettre immédiatement en rapport avec le conseil central ouvrier du Grand Budapest : 15-17 rue Akacfa téléphone 422-130. Le président du conseil central ouvrier est Sandor Racz président du conseil ouvrier de l'usine Standard (beloianis), son adjoint est Gyorgy Kalocsai délégué du conseil ouvrier des Huileries Végétales de Csepel ; son secrétaire est Istvan Babaï, président du conseil ouvrier de la compagnie des tramways de Budapest.

3) L'une des tâches les plus importantes des membres des conseils ouvriers d'usines consiste à s'occuper, non seulement de l'organisation du travail mais aussi à élire d'urgence les conseils ouvriers définitifs. Au cours de ces élections nous devons montrer la même énergie pour combattre l'agitation de la dictature rakosiste que celle de la restauration capitaliste. Les conseils doivent être composés d'ouvriers honnêtes au passé irréprochable ; au sein des conseils les ouvriers devront posséder une majorité d'au moins deux tiers. En ce qui concerne les attributions des conseils ouvriers, nous ne saurions être d'accord avec les ordonnances du conseil du présidium suprême promulguées à ce sujet. Nous maintenons que des conseils ouvriers doivent être formés dans toutes les compagnies de transport (chemins de fer, tramways municipaux, compagnies d'autobus), ainsi que dans toutes les entreprises où l'ensemble des travailleurs le réclame. Lors de l'entretien du 26 de ce mois, le président du conseil des ministres a promis de soumettre notre position au conseil des ministres. En attendant nous invitons les conseils ouvriers créés dans de tels compagnies à poursuivre leurs activités. Par ailleurs nous ne saurions être davantage d'accord avec le décret du conseil du Présidium suprême qui définit la compétence des conseils révolutionnaires créés dans les ministères et les grandes administrations. Nous voulons en effet un renforcement considérable de l'autorité de ces conseils.

Pour ce qui est de la personne des directeurs, nous pensons que ces derniers doivent être élus par les conseils eux mêmes après déclaration de candidature. L'entrée en fonction d'un directeur ne devrait pas être subordonnée à l'accord du ministre ou d'un ministère. Nous invitons les conseils ouvriers à mettre tout en oeuvre pour la réalisation de notre position ; à ne pas accepter des dirigeants imposés aux usines, qui dans le passé ont fait la preuve de leur incompétence et de leur éloignement du peuple. Il faudra 20 se méfier des arrivistes au passé douteux.

4) Par la suite il est très important que l'élection des nouveaux comités d'usine soit assurée par les conseils ouvriers représentant la volonté authentique de la classe ouvrière. Les « syndicats libres » dont le nombre augmente sans cesse actuellement, tentent de s'assurer une popularité en formulant des revendications de salaires maximalistes. Il convient de préciser que les dirigeants de ces « syndicats libres » n'ont pas été élus par les ouvriers, mais désignés à l'époque rakosiste, époque à laquelle ils se sont compromis.

Les syndicats essaient actuellement de présenter les conseils ouvriers, comme s'ils furent constitués grâce à la lutte des syndicats. Il est superflu de préciser que c'est là une affirmation gratuite. Seuls les ouvriers ont combattu pour la création des conseils ouvriers et la lutte de ces conseils a été dans bien des cas entravée par les syndicats qui se sont bien gardés de les aider.

Nous pensons que les ouvriers ont besoin d'organisations qui défendent leurs intérêts, de syndicats et de comités d'usine. Mais de ceux qui sont élus par la base avec des méthodes démocratiques de façon que leurs dirigeants soient d'honnêtes représentants de la classe ouvrière. Voilà pourquoi il importe que les comités d'usine soient élus de façon démocratique, une fois les conseils ouvriers définitivement constitués, afin que la composition personnelle de ces comités fournissent toutes les garanties pour la réalisation des objectifs de la révolution.

Nous sommes hostiles au maintien de permanents syndicaux rétribués. En effet l'activité aussi bien d'un comité d'usine qu'au sein d'un conseil ouvrier doit être un travail bénévole.

Nous ne voulons pas vivre de la révolution et nous ne tolérerons pas que qui que ce soit essaie d'en vivre.



Nous estimons que l'adhésion aux syndicats doit être libre d'autant plus qu'on ne saurait préserver d'une autre manière les syndicats du danger de la bureaucratization et de l'éloignement du peuple.

Nous protestons contre la thèse des « syndicats libres » récemment constitués d'après laquelle les conseils ouvriers devraient être uniquement des organisations économiques. Nous pouvons affirmer que les véritables intérêts de la classe ouvrière sont représentés en Hongrie par les conseils ouvriers et que, d'autre part, il n'existe pas actuellement un pouvoir politique plus puissant que le leur. Nous devons oeuvrer de toutes nos forces au renforcement du pouvoir ouvrier.

5) Les conseils ouvriers d'arrondissement et de département devront rentrer immédiatement en contact avec l'organisme distributeur compétent de la Croix Rouge. Ils

devront envoyer leurs délégués à son siège central afin d'assurer une répartition équitable des denrées et des médicaments. Il est important que des experts figurent parmi les délégués.

6) Dans le but d'empêcher toute inflation, les conseils d'arrondissement et de département devront organiser le contrôle public des marchés et des halles centrales, afin que les travailleurs empêchent l'augmentation des prix. Des contrôleurs devront se présenter régulièrement dans les lieux de vente, et clouer au pilori les auteurs d'infractions et, en outre, signaler à qui de droit tout abus.

7) Les conseils d'arrondissement et de département devront faire tout leur possible pour informer l'opinion publique. Toutes les fois que la chose sera faisable, ils demanderont que leur soit réservée une place dans la presse locale. Par ailleurs ils devront fournir constamment des informations objectives aux travailleurs des usines et des entreprises. Pour cette raison, les conseils centraux des grandes usines doivent faire le nécessaire pour que cet appel soit distribué dans tous les ateliers. Ces revendications ayant été formulées à plusieurs reprises, le président du conseil des ministres a promis qu'il soumettrait, le 27 courant, au conseil des ministres, notre revendication au sujet de l'obtention d'une licence pour la création d'un quotidien. Cette demande une fois satisfaite le problème de l'information sera résolu.



Dernière réunion du Conseil Révolutionnaire de Győr

Pour conclure, nous dirons qu'aujourd'hui il est nécessaire que les conseils ouvriers, avec une unité et intransigeance complète servent — même avec la reprise du travail — la cause de la révolution du 23 octobre. Nous avons fait le premier pas c'est au gouvernement de répondre. Tout cela peut durer plusieurs mois. Il nous faudra veiller avec vigilance, pendant tout ce temps là, car la clique compromise de Rakosi et Gerö essaie de pêcher en eau trouble et de restaurer son régime. Nos rangs se renforcent de jour en jour. Nous avons derrière nous des écrivains honnêtes qui ont joué un rôle important dans la préparation de la révolution, des artistes, des musiciens et le conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois qui groupe toutes les organisations d'intellectuels. Une unité nationale, encore jamais vue, qui rassemble tous les hongrois honnêtes, se constitue actuellement à la suite de nos combats. Regroupons nous encore davantage, resserrons encore nos contacts entre conseils ouvriers et continuons à combattre avec une vigilance révolutionnaire pour notre objectif sacré, une Hongrie socialiste, indépendante et démocratique, édifiée selon nos caractéristiques nationales.

Budapest le 27 novembre 1956



Personnages cités

Imre Nagy : né en 1896, dans une famille paysanne; enrôlé en 1918 par l'armée hongroise qui combat l'armée rouge, il est fait prisonnier, s'engage dans une brigade rouge et combat du côté des ouvriers russes. De retour en Hongrie il adhère au parti communiste et se charge de son organisation dans les campagnes. Spécialiste des problèmes agricoles, dès 1949 il s'oppose à la direction du parti qui, de force, collectivise les paysans. Face aux difficultés économiques il est appelé au pouvoir en 1953 et s'efforce de libéraliser le régime, il se heurte rapidement à l'appareil du parti qui le démissionne en 1955. Faisant figure de libéral il rassemble sur lui les espoirs de l'intelligentsia. Le 24 octobre 1956 devant l'insurrection qui se développe le parti le rappelle, mais Nagy est rapidement amené à reconnaître le caractère révolutionnaire des événements et à se rallier de plus en plus aux positions des comités révolutionnaires et conseils ouvriers qui, détenant le pouvoir dans tout le pays, ne soutiennent son gouvernement qu'avec beaucoup de méfiance.

Lorsque les russes décident d'écraser le mouvement révolutionnaire Nagy proclame la neutralité de la Hongrie et lance un appel à l'ONU. Après l'écrasement des forces hongroises, d'abord réfugié à l'ambassade de Yougoslavie il est finalement arrêté. Il sera fusillé en 1958.

Pal Maléter : né en 1917 d'une famille d'enseignants; lieutenant dans l'armée hongroise qui combat aux côtés des allemands contre les russes, il est fait prisonnier. Devenu communiste il est parachuté en Hongrie pour organiser des unités de partisans. Colonel de chars en 1956, il passe du côté de l'insurrection et devient commandant en chef de la garde nationale, arrêté par les russes au moment où il négociait le départ de leur troupe il sera fusillé en 1958.

Rakosi : né en 1892, bureaucrate du komintern (troisième internationale) il est au service de Moscou dès le début de sa carrière politique, il reste en Russie pendant toute la guerre et vient prendre la direction du parti communiste hongrois dans les fourgons de l'armée russe. Après avoir éliminé tous les dirigeants de l'interieur, dont Rajk qui est exécuté, il devient le chef suprême et le symbole haï de la terreur stalinienne et de l'impérialisme russe. Devant les difficultés croissantes du régime, les dirigeants russes le sacrifient en août 1956 pour le remplacer par Gerö et Kadar.

Geroë : même carrière que Rakosi, s'est distingué plus particulièrement dans la repression des anarchistes et des poumistes en Espagne, en 1938, éliminé en octobre 1956 par l'insurrection, sur la touche depuis.

Sandor Kopacsi : vieux militant du parti communiste hongrois, a combattu dans les brigades internationales et en Hongrie contre les allemands avec les partisans. Il est commandant en chef de la police ordinaire (commissariats) lorsqu'éclate l'insurrection. Il commence par donner l'ordre aux commissariats de résister à l'assaut des jeunes ouvriers qui souvent sans armes s'efforcent d'obtenir celles que détiennent les agents de ville. Au bout d'un jour d'hésitation, il se rallie à l'insurrection, distribue les armes, mais en s'efforçant de constituer des unités d'étudiants directement sous l'autorité du gouvernement Nagy. Arrêté après le retour des russes il est condamné à la prison à perpétuité.

Kadar : dirigeant de l'intérieur il est emprisonné sous le régime de Rakosi. Anti-stalinien il n'en est pas moins un homme d'appareil, champion de la discipline du parti. Appellé à la direction du parti après Geroë il s'efface derrière Nagy pendant les événements, attendant de voir comment les choses allaient tourner. Prévenu de la seconde intervention des troupes russe, il passe de leur côté et prend la tête du gouvernement que celles-ci imposent par les armes. Il dirige toujours le régime hongrois.

Miklos Gimes : jeune dirigeant communiste il soutient Nagy et au moment de la seconde invasion russe il crée la « Ligue des socialistes hongrois ». C'est lui qui le 5 novembre, alors que les chars russes pilonnent les quartiers ouvriers, lance à la radio un appel où il invite les communistes à s'opposer aux russes par les armes: « camarades! de nouveau le sang coule dans notre malheureux pays... Janos Kadar et son parti réorganisé peuvent essayer de tromper le pays et le monde mais un fait demeure: les canons russes ont ruiné en Hongrie la démocratie et le communisme....Camarades tout vrai communiste hongrois a sa place maintenant aux barricades. » Après l'écrasement des forces révolutionnaires Gimes tente d'organiser la résistance clandestine, arrêté le 4 décembre il est fusillé.

Racz : jeune ouvrier de l'usine métallurgiste de Standard. Après avoir participé activement aux combats contre la police politique et les russes, est élu délégué du conseil ouvrier de son usine au Conseil Central du Grand Budapest qui vient d'être créé, il en devient le président le 15 novembre. Le 5 décembre, pourchassé par la police il parvient à se réfugier dans son usine, mais 6 jours plus tard convoqué avec les autres membres du conseil central par Kadar « pour discuter » il est arrêté. On ne sait pas ce qu'il est devenu depuis.

Bali : vieux militant syndicaliste, délégué du conseil ouvrier de l'usine métallurgique Lang, ami de Racz, arrêté dans les mêmes conditions que lui.

Kalocsai: ingénieur à la raffinerie d'huile végétale de Csepel, membre du conseil ouvrier central.

Devenyi : délégué du conseil ouvrier de la régie sidérurgique et métallurgique de Csepel.

Mindzinty : archevêque réactionnaire libéré pendant les événements.

BIBLIOGRAPHIE :

« Pologne Hongrie » E.D.I. recueil de documents sur les événements de Pologne et de Hongrie.

« Budapest 1956 » collection « archives » chez Julliard, nombreux textes présentés par François Fejtö.

« Victoire d'une défaite Budapest 1956 » par Miklos Molan, chez Fayard.

« Budapest » de Tibor Meray, dans la collection ce jour là, chez Robert Laffont.

« Histoire du soulèvement hongrois » sous la direction de Gosztony, éditions Horvath. (plutôt la vision de droite).

Pour ceux qui sont intéressés par la version officielle des pays de l'est : « La contre-révolution et les événements d'octobre en Hongrie » (quatre volumes) et « le complot contre-révolutionnaire d'Imre Nagy et de ses complice », édités par l'office d'Information du Conseil des Ministres de la République Populaire Hongroise. (écrit à l'ambassade).

ABONNEMENT : 20 FRANCS OU PLUS

NOM :.....

PRENOM.....

ADRESSE : RUE.....

No..... VILLE.....

DEPARTEMENT.....

Ecrire à I.R.L. 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON
CCP 2860 02 LYON, Laurent Georges.

LA FETE DU « GOUT DE CANON » SE FERA
LE 8 JANVIER 1977.

Au C.C.O. rue Courteline. Villeurbanne.

- Après de nombreux déboires, nous pouvons vous affirmer qu'enfin la fête de soutien se fera.

- Etant toujours décidés à refaire le resto, pour poursuivre notre expérience d'autogestion généralisée.

- Par contre les difficultés sont énormes, les assurances ne nous disent rien, nous sommes dans l'ignorance la plus complète, malgré nos nombreux coups de téléphone, lettres etc... nous sommes assistés d'un bon conseiller juridique espérons qu'il pourra y faire quelque chose.

- Mais la meilleure façon de nous aider à recommencer ensemble le resto, venir tous à la fête : il y aura buvette, buffet, danse, rock, jazz, free-jazz, folk, chansons etc... bref nous préparons une fête de soutien marrante, joyeuse et sans prétention.
C.C.O. rue Courteline Villeurbanne

la CNT en Espagne

Le dimanche 30 octobre 1976, à 17 h, avait lieu à Mataro, une petite ville située à une vingtaine de kms de Barcelone, le premier meeting « autorisé » en Catalogne (1) de la CNT.

Des affiches, des tracts annonçaient depuis de nombreux jours cette manifestation ; on en rencontrait à Mataro bien sûr, mais aussi à Barcelone et aux alentours.

Cette manifestation, attendue par toutes les forces de gauche, d'extrême gauche et autres, car on voulait voir la réelle influence de la CNT, se déroula dans le stade municipal de Mataro, d'une capacité de 5.000 places assises.

La preuve tant attendue, de l'audience de la CNT, fut concluante. Dès 16 heures le stade était plein à craquer, plus une place assise, si bien que les gens dûrent s'asseoir par terre, autour de la tribune ; d'autres ne purent pas entrer. Les hauts-parleurs déversaient dans l'enceinte, les chansons de la CNT : « Hijos del pueblo » (les fils du peuple) et « A las barricadas » (tous aux barricades), qui étaient reprises, en coeur, par les 6.000 personnes présentes.

La salle était couverte de nombreuses banderoles, rouges et noires, sur lesquelles on pouvait lire : « CNT », ou encore : « L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs ou ne sera pas ». Des pancartes également : « Pour le communisme libertaire », « Puig Antich, Oriol Sugranyes, les anarchistes vous vengeront... », etc...

La réunion démarra vers 18 heures ; on pouvait voir à la tribune Pedro Diaz Vallmitjana qui intervint le premier en faisant un bref historique du mouvement, suivi Antonio Delgado qui résuma les activités de la CNT à Mataro depuis la guerre civile jusqu'à nos jours ; un ouvrier de la construction en Euzkadi parla de la lutte qu'ils menaient dans sa branche, il fut très applaudi ; le secrétaire général du comité régional de Catalogne, Luis Edo, dénonça le « pacte social » du gouvernement ; et enfin Ramon Liarte, ex-secrétaire des jeunesses libertaires de Catalogne, venu spécialement de l'exil (Toulouse) signala le fait que tout le monde tenait la CNT pour vaincue, même le maudit PCE ; il fit appel à l'unité et à la fraternité.

Mais les interventions des orateurs ne constituaient pas le fait le plus important. C'est le public qui, en réalité faisait le meeting. C'est le public qui criait, pleurait, s'embrassait. C'est lui qui se retrouvait, se manifestait. Les anciens revivaient de voir ce succès, les jeunes, très nombreux, s'en émouvaient. Les slogans jaillirent : « Vive le communisme libertaire », « Vive l'anarchisme », « Plus d'Etat, plus de patrons : liberté », etc... le public premail la parole et, c'est pourquoi, on peut dire, que ce fut un meeting de 6.000 orateurs.

La manifestation reçut le soutien de la CNT en exil, du P.S.(C) Parti socialiste catalan, de la FAI de Catalogne et jusqu'au FRAP ! Toutes les organisations d'opposition envoyèrent des messages ! (on ne sait jamais).

Toute la presse espagnole a parlé du meeting de Mataro. En France même, france-inter, muette, quand il s'agit de la CNT et si bavarde quand on peut parler des communistes et des déboires de Santiago Carillo et de sa famille, a dû faire écho de la nouvelle, transmise par les agences. Il n'y a pas de doute : Malraux avait raison, en Espagne les syndicats ont été et sont anarchistes, ou, tout au moins, fortement attirés et influencés par les anarchistes. (2)

La CNT et le mouvement libertaire, sont bien vivants en Espagne et se développent, grandissent constamment. La preuve est faite. Les syndicats de la CNT renaissent : du bâtiment, des arts graphiques, des banques, de la métal-

lurgie, etc...et, un des derniers en date, celui des acteurs et comédiens, ainsi que ceux des écrivains, journalistes, étudiants et professeurs.

La presse libertaire en témoigne également ; que ce soit « Solidaridad Obrera » à Barcelone, dont le tirage nous fait rêver, « Construcción » de Madrid et d'autres.

Partout en Espagne la CNT se reconstitue et se développe : En Aragon, en Andalousie, Madrid, la Catalogne, etc...

C'est ce qui nous fait dire que son « réveil est triomphal » et ce n'est qu'un début.

(1) Un meeting a déjà eu lieu cette année aux Asturies, à Gijon, qui a rassemblé plus de 3.000 personnes.

(2) Dans un interview au Nouvel Observateur, octobre 76.

MURRAYS La justice en IRLANDE.

Printemps 1974 : Dee Keane, Columbia Longmore, Bob Cullen, Noël et Marie Murray sont arrêtés après qu'un cocktail molotov ait été lancé sur l'Institut espagnol à Dublin : c'était la période où tout le monde protestait contre le garrotage de Salvador Puig Antich en Espagne. Tous venaient du Mouvement Républicain (IRA), ils en étaient partis après la main mise des stalinien sur cette organisation.

Dee Kean pris cinq ans, Columbia Longmore 4 ans, Bob Cullen 7 ans, Marie Murray 2 ans avec sursis, Noël Murray se retrouve sous surveillance judiciaire ; de nouveau en liberté Marie et Noël Murray passent dans la clandestinité sous le nom de John et Ann Finley.

11 septembre 1975 : la police commence une grande fouille dans les logements des anarchistes connus, de leurs amis et relations, des anarchistes en prison.

Beaucoup vivaient en communauté.

Deux cent perquisitions environ sont faites.

Beaucoup sont embarqués, certains à leur sortie se retrouvent à l'hôpital, d'autres aident la police en disant ce qu'ils savent et sont relaxés.

Un certain Ronan Stenson, en prison en 74 avec les premiers arrêtés est de nouveau incarcéré puis relaxé.

9 octobre : Noël (27 ans) et Mary (28 ans) Murray sont arrêtés par une vingtaine de policiers armés alors qu'ils rentraient chez eux.

Le même jour Ronan Stenson est également arrêté chez lui.

Aucun lien politiques ne les unit, les Murray sont anarchistes, Stenson est un républicain de l'IRA.

Tous les trois sont torturés, interrogés séparément. Stenson est battu avec un marteau et une corde de nylon tressée, pour l'humilier et l'intimider, envoyé à la prison militaire de Curragh, il est examiné par un médecin militaire, (on lui refuse la visite d'un médecin civil). Il est dans un état lamentable depuis. Il n'a pas pu se présenter à son procès en juillet.

Les Murray sont soumis au même genre de traitement, finalement Mary signe une « confession », placée dans une cellule voisine de celle de Noël elle entendait ses gémissements, et les flics lui dirent qu'ils allaient continuer jusqu'à la mort si elle ne cédait pas ; ils lui firent croire également que Noël avait signé sa confession.

Le procès en juillet 76 : Stenson, incapable de passer en jugement croupit dans une prison à moitié mort ; personne ne sait s'il sera jugé un jour où s'ils attendent qu'il crève, 23 il est devenu à moitié fou.

Les Murray passent devant une Cour criminelle spéciale à Dublin, où seuls le président et trois juges, tous payés par le gouvernement, sont là pour les juger. Ces quatre personnes ne les écoutent pas, la seule chose qui compte pour eux ce sont les confessions. Ils refusent de croire aux tortures, prétendent qu'ils mentent, mêmes les examens médicaux prouvant les tortures sont récusés par eux. Ils les condamnent à mort un point c'est tout. Les Murray n'ont pu rien dire sauf qu'ils sont anarchistes, qu'ils n'ont aucun point commun avec l'Etat excepté de vouloir l'abolir.

Ils font appel ; le 29 juillet leur appel est refusé, alors ils font appel à la Cour suprême.

Les causes de ce procès : Les flics très inquiets des activités des anarchistes à Dublin (ils venaient de lancer un journal et le mouvement se développait dans la région), suspectait le mouvement d'avoir organisé plusieurs attaques à mains armées dans les banques, et d'être responsable de la mort du policier Michaëls Reynold, qui, en dehors de ses heures de service, passant par hasard devant une banque attaquée, avait poursuivi le commando.

Plusieurs manifestations, meetings ont eut lieu un peu partout dans le monde. Des lettres et de l'argent leur sont envoyés.

Mais en Irlande le comité de soutien aux Murray est harcelé par la police, ses membres sont arrêtés, questionnés, relâchés puis mis sous surveillance constante des flics.

Presque aucun journal ne parle d'eux, ou très mal.....

La Jamaïque et le Reggae

TOUT, TOUT DE SUITE (THE HARDER
THEY COME)

Un film de Pierre Henzel, avec Jimmy Cliff.

Le titre est assez expressif et il indique bien l'histoire de Ivan qui « monte en ville », à Kingston la capitale de la Jamaïque pour devenir une idole du reggae, une musique très populaire là-bas, mais aussi un des deux seuls moyens de se sortir de la misère des bidonvilles. L'autre, beaucoup plus facile c'est de devenir « rudie », un ces loubars prompts à jouer du couteau et qui font rarement du vieux os. Làbas la police tire à vue.

Deux vedette se partagent le film : la Jamaïque et le Reggae. Le tournage s'est fait en décors réels, avec les gens tels qu'ils sont, c'est presque un documentaire, avec peu de moyens.

Yvan arrive de la campagne à Kingston « pour avoir sa part », mais il refuse d'être exploité, que ce soit par les requins du show-business ou par les trafiquants de drogue. Malgré ses efforts pour se produire lui-même il doit accepter les vingt dollars qu'on lui offre pour faire un disque et il tombe sous la coupe des trafiquants de drogue pour ne pas mourir de faim. Mais il accepte mal le jeu, les flics veulent le mettre au pas, il descend le policier qui essaie de l'arrêter, puis quelques autres. Du coup il devient un héros pour les autres revendeurs de came qui refusent également le jeu, entament une sorte de grève et surtout protègent Yvan malgré l'intervention massive de la police et de l'armée. Pendant que son disque obtient un énorme succès Yvan continue de défier la police : inscriptions sur les murs « *J'étais ici, je serais bien tôt là, je suis parti...* » ; photographies aux journaux où on le voit pistolet au poing ; vol de bagnole dans les grands hotels pour aller faire le dingue sur les terrains de golf etc... Le désir de vivre intensément sa revanche le pousse à prendre tous les risques. Finalement, dénoncé par sa petite amie il finit sous les balles des flics. La dernière scène où seul avec un pistolet il affronte les flics armés de mitraillettes est doublement symbolique ; elle répond à la scène classique du Western où le héros affronte toute une bande de hors-la-loi,et s'en sort, elle renvoie à la chanson que l'on entend au début du film, de Johnny Pistolet « tu marches dans la rue un pistolet à la ceinture, Johnny You're too bad ! ». Cette chanson illustre bien le film elle nous ramène surtout à la réalité, celle du reggae et celle de la Jamaïque, un des auteurs de ce tube a été abattu par la police, l'autre est en fuite, je devrais dire était en fuite car il y a de fortes chances qu'il est rejoint son copain.

QU'EST CE QUE LE REGGAE ?

Avant tout un croisement heureux entre la « soul music » noire américaine et le folklore jamaïcain. Plus une pincée d'innovations électriques d'un sly stone ou d'un stéwie wonder. Enregistrée dans de bons studios le reggae se sert des apports récents de la technologie, un son qui appartient sans conteste aux années soixantes dix. La « marque de fabrique » jamaïcaine se décèle dans les rythmes, un curieux sautilllement de syncopes et saccades qui prend à rebours le tempo traditionnel de la musique noire, lui imprime un mélange de nonchalance et de subtilité nerveuse des plus bizarres.

Ajoutez la voix éraillée du chanteur, ses mélodées plaintives ou ses cris de transe, et vous y êtes.

Les chansons de reggae ne cultivent pas la fadaise amoureuse en usage dans la « soul music », un bon nombre ressemblent même à des manifestes révolutionnaires en bonne et due forme. Ainsi la chanson de Jimmy cliff dans le film qui permet de comprendre la fureur des flics devant son succès : « *Les oppresseurs essaient de me faire rentrer sous terre et ils pensent avoir gagné la bataille. Je continuerai à me battre pour ce que je veux, même si je dois en mourir. Je préfère être un homme libre dans ma tombe qu'une marionnette ou un esclave en vie.....et plus durs ils seront plus durs sera leur chute.* »

Chez Bob Mardley, le chanteur des Wailers, la révolution prend des couleurs d'apocalypse, farcies de références bibliques. Les wailers sont des « rastas » adeptes de l'étrange religion Rasta Favienne. Les rastas prônent le retours en Afrique, le port des cheveux enroulés en nattes inextricables, l'usage de l'herbe, la gauja considérée comme un sacrement. Elle repose sur la prophétie de certains verset du chapitre 5 des lamentations de Jérémie. Certains considèrent Haïlé Sélassié (ex empereur d'Ethiopie) comme la forme humaine de leur dieu Jah d'autres comme son fils unique mais tous s'accordent pour ne pas le croire mort. Les wailers sont hors la loi et s'arrangent pour vivre dans des repaires ignorés de la police, ce qui n'a pas empêché l'un d'entre eux de se faire tabasser dernièrement. Comme quoi l'histoire du film est très proche de l'histoire de n'importe quel vedette de reggae. Bob Mardley ou Jimmy Cliff celà a du leur rappeler des souvenirs pas si vieux que ça, et comme en Jamaïque rien n'est vraiment du cinéma il a fallu deux ans pour tourner le film et le tournage a couté la vie à deux acteurs. Comme quoi làbas rien n'est bidon. Si vous avez envie d'écouter du reggae, outre Bob Mardley la valeur sûr actuellement et Jimmy Cliff pas mal non plus, il y a Toots and the maytals; Toots est certainement le chanteur noir le plus incendiaire depuis Otis red-ding, Burnings pear du reggae planant etc...

On peut trouver ces disques à la FNAC ou à Disco import rue Sergent Blandan, spécialisé dans le reggae et la musique antillaise.

CHINE: LA FIN D'UN MYTHE.

Les derniers événements politiques en Chine constituent un tournant pour la société chinoise.

La mort de Mao étant le plus important de ces événements.

Comme Franco en Espagne, dans un contexte très différent, la personne de Mao, la force idéologique qu'elle constituait pour l'Etat chinois, avait d'une certaine façon «gelé» les luttes politiques au sein des classes dominantes chinoises depuis la révolution culturelle.

La bureaucratie politique ne peut plus espérer tenir perpétuellement en dehors de l'exercice du pouvoir les gestionnaires de l'économie, ceux sur qui repose l'essentiel de la reproduction économique de la société chinoise. La révolution culturelle a montré de façon évidente que la classe ouvrière n'accepterait ja mais de servir de force de manœuvre dans la lutte que se livrent les deux classes dominantes.(1) Gestionnaires/technocrates et appareils politiques et idéologiques de l'Etat sont condamnés, comme en URSS à exercer ensemble leur domination sur une société où la classe ouvrière lutte pour son propre compte.(2)

L'existence biologique de Mao avait bloqué les ajustements politiques nécessaires, sa mort permet enfin d'inscrire dans les structures mêmes de l'Etat les véritables rapports de force.

De ce point de vue l'élimination de la femme de Mao et des idéologues de Shanghai ne constitue, pour l'évolution de la société chinoise, qu'une simple péripétie secondaire. Elle revêt par contre pour l'extrême gauche française une certaine importance: la fin d'un mythe.

Le mythe d'une Chine anti-autoritaire, où le peuple exercerait directement sa propre hégémonie sur la société, a joué un grand rôle dans une large fraction de l'extrême gauche en France. Pour beaucoup d'entre nous, anarchistes ou non, cette place de la Chine dans le coeur et les espérances de beaucoup de gens constituait un obstacle à

LES DIFFERENCES ENTRE LA CHINE ET L'U.R.S.S. JUSQU'À LA MORT DE MAO.

L'opposition entre la Chine et l'URSS repose essentiellement sur une opposition de grandes puissances ; à moins d'une transformation de l'équilibre politique mondial, il n'y a donc aucune raison pour que les bouleversements intérieurs chinois modifie cette opposition.

La querelle idéologique mise en avant par ces deux super-puissances — secondaire dans les raisons de leur opposition — recouvrait cependant, du moins jusqu'à la mort de Mao, des différences réelles dans le mode de domination des deux Etats : essentiellement une différence dans la façon dont ils intervenaient dans l'ensemble des rapports sociaux.

En Chine il y avait une volonté d'intervention systématique, par le biais d'un contrôle de type policier, par le biais du parti — comme en URSS — mais aussi par un effort toujours renouvelé de « mobiliser » idéologiquement les masses, de les encadrer de façon permanente dans des organisations idéologiques de masse.

On peut donner deux exemples :

1) Dans la production tout d'abord : alors qu'en URSS la production et son accroissement sont principalement assurés par des mécanismes « économistes » (éventail des salaires, primes, salaires au rendement...) qui ne diffèrent pas des mécanismes propres au système capitaliste; en Chine l'Etat s'est jusque là efforcé de lier l'accroissement de la production à la mobilisation et à l'encadrement idéologique.

une prise de conscience générale des moyens nécessaires à la construction d'une société sans classes. Mais nous savions aussi qu'en dehors des staliniens du PCR ou de l'Humanité Rouge, la Chine incarnait, à tort, pour certains un système social bien proche de celui que nous souhaitons. Qu'il y ait eu mystification c'est certain et il faudrait se demander pourquoi la lutte contre l'oppression qui pèse sur nous exige si souvent de rêver à un paradis, quelque part dans le monde, où nos espoirs seraient réalisés, qui prouverait, dans les faits, la réalité de ces espoirs. Pour notre part nous avons toujours dénoncé le mythe de la Chine, et à certaines périodes ce n'était pas si facile; nous avons sans doute beau jeu de le faire maintenant. Mais nous mêmes, est-ce que nous n'avons pas nos propres mythes? Le mythe de l'Anarchie, intemporel, la transfiguration de la révolution espagnole, de Makhno, de Cronstadt etc.... ne jouent ils pas le même rôle que le mythe de la Chine?

En attendant, même si c'est chez les autres, on ne peut que se réjouir de la fin du mythe chinois.

SOLEILS NOIRS SUR LES PAYS-BAS

Des centaines d'insoumis, des déserteurs, des fugueurs et autres « hors la loi » vivent actuellement dans la clandestinité en France, aux Pays-bas et dans d'autres pays.

Ceux-ci ont besoin de se loger, de bouffer, en un mot de « survivre » dans l'illégalité. Le collectif « Soleils Noirs » composé d'insoumis et de déserteurs français et hollandais se fixe comme but de rechercher et d'organiser cette aide matérielle.

Nous recevons déjà le soutien de nombreuses personnes si des copins sont intéressés en France par notre démarche qu'ils nous contactent en écrivant à DANIEL ENCOIRA Krayenhoffstraat - 24 - Den Haag - Pays-Bas

Par ailleurs notre collectif publie en langue française et en néerlandais un journal « Soleils Noirs » ceux qui désirent le recevoir ou s'abonner peuvent écrire à Soleils Noirs Postbus 11442 Amsterdam Pays Bas.

2) Dans le système pénitenciaire. Comme le montre le bouquin de Pasqualini, en Chine l'idéologie s'efforce d'être toute puissante dans les prisons et les camps, alors qu'en URSS l'Etat se contente d'enfermer ceux qui « dévient », de les empêcher de « nuire », de les isoler de la société sans chercher à les récupérer au moyen de l'idéologie. En URSS, comme en Occident, mais de façon systématique, toute déviance relève du droit commun (ou de la médecine). En Chine au contraire toute déviance, du moindre vol à la diffusion de tracts, est un crime politique.

La lutte contre Confucius a très bien montré cette volonté de l'Etat chinois d'être présent par l'idéologie dans la

totalité des rapports sociaux et donc de combattre toutes les idéologies qui tendent à autonomiser certains secteurs par rapport à l'emprise de l'Etat. Le Confucianisme est typiquement l'idéologie qui, en Chine, tend à assurer l'autonomie de la « société civile » en donnant à des institutions comme la famille un rôle essentiel ; l'idéologie de la famille, le culte de la tradition peuvent servir de relais à la domination étatique, ils sont toujours un écran que l'Etat chinois s'est efforcé de réduire au strict minimum.

On peut ajouter qu'en Chine comme au Cambodge ou au Viet nam, le contrôle étatique peut utiliser une méthode d'encadrement aussi vieille que les empires qui se sont succédés dans ces régions : la division de la population en unités pyramidales, comité de base, comité d'îlot, comité de quartier, comité de district ou de ville etc... dont chaque responsable est nommé par l'échelon supérieur et qui encadrent la totalité de la population dans les moindres secteurs de sa vie. (cf pour le Viet nam le Monde Diplomatique de septembre 75). La Russie n'a jamais connu ce type d'organisation sociale.



PETIT DICO

de l'INTERIEUR

PETIT, ce n'est qu'un commencement
DICO, c'est une synthèse de l'information accessible à tous
DE L'ENNEMI-E INTERIEUR, car l'adversaire intérieur est des nôtres
LYONNAIS, nous vivons ici et maintenant.

(suite)

Pourquoi [redacted] la publication, sous forme de chronique régulière, d'un Petit Dico? Parce qu'il nous semble que l'ennemi intérieur, et notamment l'ennemi intérieur local, concret, mérite plus qu'un dossier une fois tous les ans. Nous n'avons pas une périodicité très serrée pour le moment, mais c'est une bonne chose de nous intéresser d'une façon plus régulière à ceux qui.....s'intéressent à nous tous les jours. Même si on n'a pas trop de temps pour l'instant à leur consacrer.

Précisons aussi autre chose. Pour nous l'ennemi intérieur, c'est pas seulement les flics plus ou moins brutaux ou véreux, les barbouzes névropathes, c'est aussi les associations pseudo-culturelles, les réseaux spéciaux des grandes boîtes, les comités électoraux etc... bref, tous les endroits où se recrute, se forme, se renseigne et s'organise la répression manifeste. Ne parlons pas de ce qui est répression quotidienne et intégrée, ça ferait trop.

Les chiffres entre parenthèses renvoient aux sources, les noms suivis d'une astérix apparaîtront par ordre alphabétique dans le Petit Dico et ceux suivis de deux astérix seront dans l'index. Une liste des sources et de l'index sera publiée ultérieurement soit dans IRL, soit dans l'édition du Petit Dico sous forme de brochure.

ADRESSES 1976

comuniqué de la D.I.T
Direction de l'Insécurité du Territoire

Dans le cadre d'une campagne pour la sécurité des Français, la DIT, en accord avec le Ministère de la Qualité de la Mort, conseille aux lyonnais d'habiter le 2^{ème} arrondissement qui, seul sur la place de Lyon, à droit au label de Quartier de Haute Sécurité.

En effet, cet arrondissement possède une prison de haute sécurité ou l'on crève en paix, isolé de toutes influences extérieures ; et accueille une quinzaine d'associations qui méritent toutes la confiance des honnêtes citoyens dont le bon sens est tout à la fois un comportement et une direction.

A éviter, pour insécurité chronique, le 8^{ème} arrondissement ou nos services n'ont détecté que les habituels commissariats de police pour protéger la population de l'adversaire intérieur.

1 ^{er} arrondissement	3 rue du Plat
3 place Saint Nizier	Union Rhône Alpes des Parachutistes. URA
siège du Parti des Forces Nouvelles, PFN ; siège del'Union Royaliste de la région lyonnaise	7 rue des Marronniers
4 rue Désiré	Association Nouvelle Acropole tél 37-57-82, défense de l'occident chrétien
Association pour l'Unification du Christianisme Mondiale, AUCM; secte de Moon : « Les activités religieuses de la CIA »	8 place bellecour
6 place des Terreaux	Comité pour la Reprise des cours (pendant la grève étudiantes de 1976)
Union Nationale Inter-Universitaire, UNI, voir IRL No 11	14 rue de la Charité
12 rue des Capucins	en 1942 siège du quotidien politique Le Nouvelliste, soutien au gouvernement de Vichy ; actuellement siège de l'Echo-liberté, catholique conservateur
Association Vercors, agréée pour effectuer la préparation militaire « Terre »	15 rue Sala
13 rue d'Algérie	Cercle Charles péguy, droite culturelle.
Edition Horus Tél 27-17-64, relations avec l'association Nouvelle Acropole	17 rue Sala
24 rue Joseph Serlin	Société d'Édition pour l'Information et la Culture, SEPIC, organe d'édition du cercle Charles Péguy.
Association des Chefs d'Entreprises Libres.	19 place Bellecour
2 ^{ème} arrondissement	en 1941, siège de la Renaissance Nationale, feuille pétainiste, actuellement siège du Centre National des Indépendants et paysans, CNIP, parti de la droite libérale et conservatrice.
2 rue de la Poulallerie	
Centre Montjoye, agréé pour effectuer la préparation militaire « Terre »	

23 cours Charlemagne
Hotel Tourinter, réunion du PFN, de l'ACEL, du
cercle Galilée

24 place Bellecour
Front National des Rapatriés, FNR, association
de droite publiant la revue « c'est nous les afri-
cains »

24 rue Vaubecour
siège du front de la jeunesse, lié, au PFN, siège du
comité de défense des lycéens

62 rue Sala
local de l'Action Française dans la salle des Lec-
tures chrétiennes

Poste centrale Antonin Poncet

Poste restante Denis Charles

Association Peuple et Nation, nationalisme et
contestation

Boite postale 69334 Lyon Cedex 2

Association « laissez les vivre »... l'armée, le Pari-
sien libéré, les conseils de l'ordre etc...

3 ème arrondissement

1 cours Gambetta
Brasserie de l'Etoile : permanence des Comités de
la République, CDR : permanence du Comité de
soutien à Jean Royer pendant les présidentielles de
1974

1 rue du général Mouton Duvernet
Tribunal Permanent des Forces Armées TPFA,
tél 72-14-11

28 rue Desaix
renseignements généraux tél 60-95-71 ; état ma-
jor des CRS lyonnaises tél : 60-55-96

40 rue Rabelais
Comité de Défense de l'Armée Française, CDAF

90 cours Lafayette
Restaurant Le Deltat ; réunion du PFN, de l'
ACEL, du CNIP

134 cours Lafayette
bar Lafayette : 12 ème sommet du Nouvel Ordre
européen, fascistes, sympathie du PFN

136 cours Lafayette
ex siège de l'Informateur, mensuel de l'ACEL ;
ex siège de l'Action Nationale, organe de liaison
et d'information du Mouvement Nationaliste E-
tudiant.

x 4 ème arrondissement

3 place des Tapis
Comité Budapest 56-76, groupe constitué avec :
le PFN, l'UNI, le Cercle Charles pégy, Chrétiens
dans l'Action (intégristes), Cercle pour la liberté
et la culture, Groupe d'Union de Défenses.

5 ème arrondissement

3 place du change
en 1969, local du cercle europe, actuellement,
Cercle Galilée, groupe lyonnais de l'association
GRECE, voir IRL No 11

15 quai Romain Rolland
Association Nouvelle Acropole

34 rue Saint Jean
Siège de l'institut d'Etudes Régionales, permanen-
ce du Front National, comité de soutien à la ré-
publique du sud-vietnam.

6 ème arrondissement

4 rue Vauban
siège de la sécurité urbaine, siège de la Brigade
de recherche et d'intervention

33 Bd des Brotteaux
Association pour l'Unification du Christianisme
Mondial

7 ème arrondissement

20 avenue Leclerc
Cercle des officiers

8 ème arrondissement

9 ème arrondissement

355 Balmont Ouest La Duchère
Délégation régionale de l'Union Nationale des
Combattants d'Afrique du Nord, UNCAN

MISE A JOUR

G.R.E.C.E. voir IRL No 11
(121) (125) (141) (142) (145) (168) (172) (171)

a) Il ne s'agit pas de Jean Marie AUDRY, mais bien, comme
nous l'avions indiqué à UNI*, de Jean Marie Haudry,
doyen de la faculté des lettres de Lyon III.

b) Quand à la librairie de la rue Victor Hugo, c'est au 10
de la rue Pdt Carnot qu'elle se trouve : librairie Lardan-
chet. Librairie d'art qui édite un bulletin des lettres depuis
1939, avec la participation d'un certain nombre de rédac-
teurs dont Henry Hours* et Victor Henri Debidour*
membres, dans les années 1967-1968, du Centre Lyonnais
d'Information Politique et Sociale, CLIPS, « cercle réu-
nissant surtout des catholiques intégristes ». Henry Hours,
archiviste de la ville de Lyon est également collaborateur
actuel de la revue Astrolabe*, publication d'un cercle cul-
turel lyonnais : le Centre Universitaire Charles Péguy*,
dont nous reparlerons bientôt mais qui nous interesse
pour l'instant comme membre fondateur, avec le PFN,
l'UNI et compagnie, d'un comité Budapest 56-76* ardent
pourfendeur de l'« l'hydre rouge et de la peste marxiste ».
Bien sûr, nous nous rappelons que monsieur Hours signa
en 1956 « l'appel des intellectuels lyonnais en faveur de la
Hongrie », mais nous ne comprenons pas qu'il cautionne,
par associations interposées, l'hydre brune et la peste noi-
re fasciste.

c) René Nicoles perd son e, pour devenir Nicolas, profes-
seur au lycée Lacassagne et en 1968 conférencier au Cen-
tre d'Etudes et d'Information, CEI* créé en 1967.

Cette association « travaillait de façon suivie » avec le co-
mité de liaison des activités nationales, CLAN*, animé par
François Brigneau**, dit Coco Bel Oeil, rédacteur en chef
à Minute*, membre du comité directeur du Parti des For-
ces Nouvelles, PFN*, comme son ami Roland Gaucher**,
qui lui est membre du comité de patronage du GRECE.

d) Par ailleurs, Pierre Vial responsable du Cercle Galilée,
professeur à la faculté de Saint Etienne est un ex-respon-
sable de la fédération des étudiants Nationalistes, FEN*, à
Lyon, fondée au printemps 1960 par des étudiants sympa-
thisant de l'ex-groupe Jeune Nation**. On remarque qu'
un nombre important d'ex-dirigeants de la FEN, investis-
sent la revue Nouvelle Ecole*.

e) Enfin il semble que PFN et GRECE : même combat... municipal en 1977, au sein d'un futur parti Marcellin*. Jean Royer*, qui regrouperait une droite musclée et ayant de l'argent. Le soi-disant « cerveau » du casse de Nice, Spaggiari** est un militant du GRECE. Il y aura peut être quelques miettes pour l'association culturelle...

L'argent afflue si peu à l'extrême droite qu'il n'est pas si farfelu de penser « qu'elle prépare en France ou même en Europe un grand coup... »

Jean Marie Le Pen*, animateur et président du Front National*, autre groupe d'extrême droite, vient d'hériter d'un joli magot après le décès d'un industriel sympathisant, ancien fournisseur de fond d'ordre nouveau**.

f) Pour terminer sur le GRECE, nous parlions plus haut c) du CEI, or nous avons omis de signaler que son directeur était Roger Soncarrieu*, président du Comité d'entente des Combattants d'Afrique du nord... voir ci-dessus b et c.

Association des Officiers de Réserve de Lyon, A.O.R.I. (122) (143) (161) (170)

a) « Peu de choses à dire sur les clubs d'anciens combattants... », c'est pas si sûr, ils sont encore capables de protester contre la marche internationale non-violente pour la démilitarisation du mois d'août 1976 allant jusqu'à dire que ces « manifestations ont pour objet de proner l'insoumission, la désorganisation de l'armée et le désarmement de notre pays ». Ils ont tout compris...

Petit inconvénient, « ils sont résolus à recourir aux moyens nécessaires pour s'opposer à tout acte sacrilège ». Il ne nous faut pas oublier que sous la dénomination « anciens combattants », se renouvelle des gaziers qui sont encore valides et parfois méchants. La guerre d'Algérie n'est pas si loin, les rancœurs non plus.

b) Recemment le Comité d'entente des Combattants d'Afrique du nord donnait une soirée de gala. Les représentants des maires de Lyon et de Villeurbanne étaient respectivement le général Léon Girard* et Michel Rechelmy* déjà cités dans le No 11 de IRL. Sont ils les seuls conseillers municipaux à s'intéresser aux armées? Ou est-ce une coïncidence? A Lyon le conseiller municipal délégué aux « affaires militaires » est Guy Jarrosson*, agent de change près de la bourse de Lyon. Peut être n'a t'il pas le temps d'assumer sa charge. Autre hypothèse, tous trois adhèrent au centre national des indépendants et Paysans, CNIP**, ils peuvent électoralement parler se relayer. A propos du CNIP, il « serait commandité à 90 % par Serge Dassault**, fils de Marcel »

c) Pour en finir provisoirement avec le comité d'entente des combattants d'Afrique du nord, signalons qu'il regroupe trois associations :

- l'association des Combattants de l'Union française, ACU
- l'union Rhône alpes des Parachutiste, URAP,
- l'union nationale des combattants d'Afrique du nord UNCAN.

Toutes les trois sont signatrices de la protestation contre la marche non-violente pour la démilitarisation...

<h2>LES CONSEILS DU GRAND ANARCHISTE</h2> <p>ON M'A DEMANDÉ COMMENT ON POUVAIT AIDER LE CENTRE DE DOCUMENTATION LIBERTAIRE DE LYON. ET BIEN, C'EST TRES FACILE! VOILA...</p> 	<p>1) EN VENANT NOUS DONNER UN COUP DE MAIN, LE MARDI SOIR ET LE SAMEDI APRES-MIDI.</p> <p>2) EN NOUS SOUTENANT MATERIELLEMENT (ON AURAIT BESOIN DE CLASSEURS, DE BOÎTES D'ARCHIVES, DE PORTE-DOCUMENTS, ETC...) ET FINANCIEREMENT (DONS, COTISATIONS D'ADHERENTS DONNANT DROIT AUX PRÊT DE BOUQUINS SUR UNE BASE QU'IL RESTE A DEFINIR...)</p> 	<p>3) EN COLLECTANT LIVRES, TRACTS, BROCHURES ET PLEIN DE TÉMOIGNAGES SUR LES LUTTES QUOTIDIENNES QUI SE PASSENT DANS VOTRE COIN ET EN NOUS LES REFILANT. VOUS POUVEZ AUSSI DECOUPER DES ARTICLES DANS VOTRE JOURNAL OU NOTER DES INFORMATIONS A LA TELE OU A LA RADIO...</p> 
<p>(la bibliothèque du Centre de doc. va bientôt ouvrir. s'il vous reste des bouquins à nous, n'oubliez pas de nous les rapporter. Merci)</p> <p>LE SAMEDI 8 JANVIER A 14 HEURES, AU LOCAL (13 rue Pierre Blanc):</p> <ul style="list-style-type: none"> • présentation du centre de documentation * But et moyens à se fixer pour son fonctionnement. <p>VENEZ NOMBREUX!</p>	<p>Chants de Révolte</p> <p>ÇA Y'EST : ELLE EST SORTIE, CETTE BROCHURE! PLEINE DE CHANSONS ET DE MUSIQUES, LA PLUPART D'ENTRE ELLES INCONNUES (CHANSONS SOCIALES, POLITIQUES, ANTI-MILITARISTES...) ET DES TEXTES DE PRÉSENTATION. LE VOLUME 1 EST PARU!</p> <p>TIEN QU'A VOUS QUE D'AUTRES SUIVENT! Z'AVEZ QU'A NOUS REFLER DES PAROLES (ET DES MUSIQUES) DE CHANSONS</p>	<p>EXPOSITION PEINTURE, SCULPTURE (avec le 1^{er} prix de sculpture à Port-Bou 1976) FERRONNERIE D'ART... AVEC DES ARTISTES DE ROMAND ET MARSEILLE</p> <p>1 des But de l'expo: prendre contact avec des artistes lyonnais pour échange de vues et organisation d'expositions dans des villes différentes...</p> <p>13 rue Pierre Blanc Lyon 69004 (Près Jardin des plantes)</p> <p>DU SAMEDI 15 AU DIMANCHE 30 janvier 77</p> <p>Vernissage le samedi 15 janvier à partir de 15 heures. Apéritif. Ouvert la semaine de 16h à 20h. le samedi 30 de 15h à ... Voir pour les dimanche</p>

SUICIDE au

CAUSSE-NOIRZAC

Voici donc le second épisode du conte « suicide au Causse Noirzac », il arrive au moment où le mouvement contre l'extension du camp militaire doit affronter dans des conditions difficiles les manoeuvres et intimidations du pouvoir. Encore une fois nous redisons que la quasi-totalité des copains qui font IRL est solidaire de la lutte des paysans du Larzac, quelque soit les critiques plus ou moins vives que l'on peut faire par ailleurs. La solidarité n'exclut pas la critique.

Résumé de l'épisode précédent : *Mauzac, petit paysan du Causse Noirzac vient de se suicider après une prise de conscience brutale de ce qu'il subissait depuis des années comme petit paysan, et pour enquiquiner les manitous du Causse.*

L'union sur la base des mythes fait régulièrement la force des nouveaux Puissants.

Ils se nourrissent de la sève qui monte et lui emprunte son langage...

L'eau ne coule t'elle pas du haut vers le bas ?

Certes, Mauzac n'est plus. Rien de sorcier à le constater ! Bien mort... Non, militants gauchistes, n'allez pas croire l'impossible, vous avez raté le coche ! C'était, en effet, un authentique représentant de la petite paysannerie pauvre du Causse. Ouvrez sa tombe, vous n'y trouverez plus qu'un corps en lente décomposition : c'est exact, messieurs les écologistes, il se recycle...

La disparition de Mauzac lui donne enfin, bien qu'à titre posthume, le droit à la parole, à une parole écoutée. Bon nombre, parmi les petits paysans se retrouvent dans les propos qu'il a tenu, çà et là, au cours des dernier mois, une fois dissipé le voile de discrédit jeté par ses adversaires sur ses proclamations et les contractures de leur propre esprit, héritage d'une longue tradition de soumission aux valeurs de ceux qui, jusque là, les ont guidés dans la voie de l'asservissement. Une partie du monde ouvrier mil-lavois, d'abord uniquement intriguée par cette histoire qui se répand rapidement sur le Plateau, prend conscience de la portée sociale du geste de Mauzac. Cela est si évident qu'une certaine inquiétude se manifeste chez les dirigeants des paysans du Causse et, par personnes interposées, des responsables de la caisse régionale de crédit agricole ou de l'International Roquefort Co.

Ça tire à hue et à dia, sur le pays. Les leaders des 101,5 ne peuvent plus rester sans réagir ; d'urgence, on convoque une assemblée générale des paysans du Causse Noirzac... il faut reprendre les troupes en main. Leur tête, Lartier, estime, pour sa part, qu'il est possible de faire beaucoup mieux que d'endiguer le flot de contestation : au lieu d'adopter une attitude défensive, il lui paraît souhaitable d'utiliser ce mouvement en vue d'assurer une transformation des rapports entre éleveurs, — on ne fait bien entendu pas le distingué entre gros et petits, — et les établissements industriels, touristiques et financiers, en l'occurrence de nouveaux contrats entre les intéressés, permettant de réajuster le poids des agriculteurs dans les prises de décision les concernant ; on respecterait, par contre, le système de représentation existant chez ceux ci, quitte à l'élargir un rien au profit des catégories de paysans les plus sensibles à l'actuel courant de contestation.

La participation à la réunion est une des plus larges enregistrées. D'entrée, l'ambiance est heuleuses : il semble que chacun soit décidé à sortir de sa réserve. Lartier est contraint, malgré ses habitudes, d'intervenir dès l'ouverture : il est le seul à pouvoir imposer le silence dans une assemblée aussi tumultueuse :

- « l'ordre du jour, vous le connaissez, puisque c'est vous tous, au fond, qui l'avez déterminé », lance t'il, en guise d'introduction. Les gars se calment. Lartier reprend : « Eh bien, à mon avis, Mauzac, je pense que, sur plusieurs points, on ne peut que lui donner raison. D'une certaine façon, préoccupés par les tâches quotidiennes de l'organisation de notre lutte contre l'extension du camp du Noirzac, nous n'avons pas su continuer à faire face aux autres problèmes, tant ceux qui se posent à nous, éleveurs, que ceux rencontrés comme habitants du Plateau ». Il marque un temps d'arrêt...

- « Saturnin, parce qu'il était en retrait de ces problèmes immédiats, a bénéficié de la possibilité de regarder plus loin. Je ne dis pas çà pour lui retire le mérite de nous avoir rappelé que les réalités auxquelles nous devons nous frotter dépassent celles de l'opposition au projet d'extension. Cependant, il faut bien constater que dans une lutte collective, on ne peut aborder de front et simultanément tous les aspects ; la situation, chacun s'en rend compte, est extrêmement complexe ! Je considère qu'à sa manière, il joue un rôle important en nous rappelant cette complexité, au fond, par sa position de franc-tireur... ».

Lartier, sans le vouloir, avait parlé du pauvre Mauzac au présent, comme s'il vivait encore : hommage involontaire au bonhomme ?



par sa mort mauzac était devenu pour certains un être à amadouer ?

Au fond de la salle, une voix coupe l'orateur : « *éh ! On dit ça maintenant* »...Lartier continue : « *on ne saurait contester que le trust Perry Bell (Perrier-Sapiem et Bel) nous tient solidement ; mais d'autant plus qu'il valorise, malgré la crise qui sévit sur le marché laitier comme ailleurs, très correctement le lait que nous produisons. Bien des producteurs envieraient notre situation ; tenez, regardez le berger tunisien, oui vous l'ignorez, d'accord ! mais, moi, je vous l'apprend, il ne touche pas gros pour son lait de brebis : approximativement 2, 8 F de moins au litre ! Donc, on n'est pas perdant sur tous les fronts. Remarquez, il y a des contre-parties ; question liberté par exemple. C'est pourquoi, dans ce domaine, renforcer notre entente afin de négocier avec les dirigeants de l'International Roquefort Compagnie un rapport de force plus satisfaisant, me paraît quelque chose d'urgent... Et le Crédit Agricole, oui c'est exact, il devient envahissant : notre endettement auprès de lui s'accroît continuellement, alors qu'il assure pratiquement 85 % du financement bancaire en Aveyron et qu'il investit directement dans les principaux secteurs de pointe du département, sans oublier le contrôle qu'il exerce sur tout ce qui est tourisme vert. Mais comment pourrions nous développer des activités touristiques qui ne porte pas tort à l'agriculture, moderniser nos exploitations, sans son concours ? Ça reste quand même la banque des agriculteurs ! De ce côté là, aussi, il est souhaitable d'améliorer notre rapport de force...* ».

Courteau, un autre du bureau, enchaîne : « *Personnellement, j'approuve ce qu'explique notre camarade Lartier. Toutefois, ma façon de voir le Cas Mauzac, je la sens un peu différente ; ce n'est qu'une nuance, mais elle a sa petite importance. Faut remettre sur un bon pied le témoignage que nous apporte le regretté Mauzac : pour moi, ce pauvre Mauzac, la mauvaise querelle qui lui a été faite, il l'aura mal supportée, eh oh ! Mettons nous à sa place ! à tous coups, ça l'aura déséquilibré. Il a finit par dire plus qu'il ne l'aurait fait s'il avait gardé toute sa lucidité... et Dieu sait que c'était un homme à voir clair ! A la base, donc son raisonnement, on a rien à lui retirer...* ».

Que son sacrifice nous serve de leçon : regardons la réalité, toujours, avec le maximum d'objectivité, remettons les choses à l'endroit ! ».

Il s'interrompt. Il n'a pas le temps de reprendre que déjà fusent de tous côtés des protestations : à les croire concertées !

Ça vient de chez ceux de Pierrefâche, de la Blanquetterie, ou de Mongrogailard, de ces coins où d'ordinaire, on n'ouvre guère la bouche en public, où les choses demeurent entre soi, comme si elles étaient silencieuses.

L'un d'entre eux s'exclame : « *Sang de la terre, si le Mauzac, comme vous le prétendez était fou, ... enfin l'était devenu, j'm'en vais vous apprendre que c'est en train de nous arriver, à nous aussi !* ».

A ce moment, intervient un gars de Millau : « *Oh, vous tous ! Souvenez vous de c'te longue grève des ouvriers millavois en 34-35, on s'est retrouvé entre ouvriers à se déchirer, rouges contre jaunes, ça faisait une bonne affaire pour les patrons et ça vous soulageait les cosaques qui commençaient à en avoir souper des roustes qu'on leur gratifiait ! Qu'est ce qui en a résulté ? Une sale bagarre entre travailleurs, orchestrée sans mal par le clan des patrons, et plus de 35 ans d'une politique la plus réactionnaire sur la région de Millau ! Y a rien de plus terrible que de se réveiller un beau matin, avec pour ennemi son frère, son voisin...M'est avis qu'ici, sur le Plateau, si vous persistez dans des unions que je pense contre-nature, avec des gens qui ne sont pas de votre bord à vous, petits paysans, bergers et autres, vous ne tarderez guère à vous retrouver gros-jean pire qu'avant. Ces alliances-là, ça fait, réglé comme du papier à musique, le jeu des grands, ça vous châtre l'énergie à tous et même, ça pousse à la discorde entre vous !*

Nom d'un chien, pensez à cette putain de grève, à cette terrible liquidation du mouvement ouvrier à Millau ; les conneries, ça suffit une fois !

Alors maintenant, les gars vous enfourchez le bon cheval, pas d'hésitations, foncez ! »



Après cette longue tirade, il y eut un instant de flottement dans les rangs des petits paysans qui venaient d'exprimer leur désaccord avec la position des leaders des 101, 5 : ils n'avaient pas l'habitude d'un langage si direct et certains estimaient que l'ouvrier leur fauchait un peu l'herbe sous le pied... De toute façon, la tension entre les deux classes n'avait jamais disparue ; peut être s'était-elle aggravée ces dernières années, car les plus conscients des ouvriers millavois regardaient d'un mauvais oeil l'entente avec des gros paysans, des émissaires de la Grande Dame, des notables, souvent proches de leur propre patron.

Frais héritier de la force vivante de son père, le fils Mauzac qui était venu avec ceux de Prunefûche, put sans trop de mal lever la suspicion :

- « *Ecoutez donc ! Mon père le connaissait un peu ; il était de notre côté avant même qu'on ait pris juste conscience de nos intérêts. Ça n'a pas été toujours gai pour lui de nous voir, de si longues années, suivre des voies sans issues ! Faut bien comprendre son impatience... et puis, ce qui est important, c'est bien qu'on soit d'accord ensemble. Moi, je n'ai rien à reprocher à ses paroles... »*

Plusieurs approuvèrent.

La séance se poursuivit sur cette lancée. Ceux du bureau ne savaient plus où donner de la tête. Alaur-Coulis (industriel-artisan de roquefort demeurant sur le Causse) quitta bientôt la salle, furtivement : les actions de la Grande dame baissaient à vue de nez...

Manifestement le rejeton de Mauzac prenait du poids : Ça se mettait à fermenter un peu partout. L'affaire paraissait bien engagée ! Toutefois, il valait mieux se garder de faire des pronostics sur l'allure que prendrait le mouvement de contestation : on ignorait quelle stratégie allaient adopter les dirigeants des 101,5 devant l'échec de l'assemblée, qu'ils avaient eux mêmes convoquée.

Brave et infatigable lecteur, c'est l'histoire ne finit pas là. Qu'en un lieu précis, se lève une poignée de réfractaires au mensonge universel des puissants et de leurs acoquinés, c'est la base de toute transformation sociale, mais ça ne suffit pas ! La chose est encore plus vraie pour ce fameux Causse-Noirzac : car dans ce cas, on doit tenir compte de l'extérieur : la lutte des 101, 5 ne s'est jamais circonscrite à celle d'une fraction des éleveurs du Causse. Elle n'a pu prendre l'ampleur qu'on lui a connue, qu'avec la participation ou la sympathie, de dizaines de milliers d'individus en territoire français. S'agissait il là d'une solidarité prolétarienne ou paysanne ? Non, l'affirmer serait porter ombrage à la réalité : l'essentiel du soutien extérieur a émané de couches sociales intellectuelles, étudiants, salariés (permanents syndicaux compris), professions libérales. Ouvriers et paysans qui sont intervenus ne l'ont généralement fait qu'au travers des premiers.

De même que le combat mené sur le plateau contre la fraction rétrograde de l'armée, ne peut être regardé correctement si l'on fait abstraction de l'influence décisive des mille et mille qui lui ont donné une dimension nationale, la réaction à l'affaire Mauzac sera tributaire des attitudes qui seront adoptées au delà du Causse Noirzac, et, bien entendu, par la grande masse des intellectuels qui ont pris pour thermomètre de leur propre santé, la vigueur du combat caussenard et consort.

Familiarisé avec le monde du Plateau, Mauzac avait difficilement pu apprécier à sa juste importance l'influence pourtant prépondérante de tous ceux qui, de l'extérieur, apportaient une contribution à une lutte qu'on affirmait commune. La multiplicité des enjeux en présence n'était guère pour lui chose commode à saisir : son horizon dépassait peu les limites d'une région qu'il n'avait que rarement quittée. La majorité des petits paysans, liés à leur ferme, étaient, bien entendu, dans le même cas.

Or, ceux de l'extérieur, avec leur soutien, véhiculaient leur propre vision des faits, leurs aspirations, leurs projets et, pour quelques uns, leurs ambitions. Sauf chez

ces derniers, on n'aurait d'ailleurs pu mettre en doute la sincérité de leur conviction : mais en pareille matière, la sincérité ne suffit point : participants du Tiers-Etat, l'essentiel de la bourgeoisie en 1789, ne concevait-elle pas son sort comme étroitement lié à celui des paysans, des manouvriers, des artisans, petits patrons ou compagnons ?

Pour autant n'allez pas imaginer que Mauzac n'avait tenu aucun compte des incidences de ce vaste mouvement social qui, entourant le Causse de ses attentions, se nourrissait de la revendication locale et, à partir de là, façonnait l'image sous laquelle celle-ci apparaissait, du moins chez ceux que ne concernaient pas matériellement les avatars de l'expropriation.

Mais, à l'écart de ce qui se tramait dans les instances dirigeantes du Mouvement l'essentiel de son expérience et de sa réflexion en ce domaine, il l'avait retirée des rencontres accidentelles que sa propre vie avait eu avec la pratique des multiples groupes, gauchistes, non-violents, écologistes... dont les membres avaient traîné leurs guêtres à proximité de lui.

Indications superficielles, apparences, et donc, évaluation trompeuses ? Probablement pas ! Pour certains de leurs aspects, tels contacts, leurs conséquences, s'étaient avérés riches d'enseignements, dès lors qu'il n'en retenait que les manifestations les plus courantes. Entr'autre, au passif de ces contacts, s'était imposée dans son esprit cette impression forte, tenace : des obstacles renforcés à l'expression d'une éventuelle contestation petite-paysanne, déjà empêtrée dans les difficultés du parler en public et troublée par les impératifs de la loi du silence : une contrainte supplémentaire pesant sur l'échange entre soi de critiques et d'idées, base de l'apparition d'une conscience collective douée d'une autonomie suffisante...

D'autres que Mauzac auraient pu témoigner de ce qu'en particulier, les interventions de l'extrême-gauche groupusculaire avait pu contribuer à bloquer le processus d'émancipation des petits paysans et, dans une moindre mesure, du monde ouvrier millavois : on sentait, pas besoin pour ça d'avoir fait polytechnique, que tel ou tel point, pourtant fondamental, du fait de la situation de ces derniers, n'aurait pu être mis en question. Les possibilités laissées à leur contestation étaient plafonnées très bas : ou bien, devaient se développer dans un grand isolement, ce qui avait été le lot du pauvre Mauzac.

En effet, les appuis militants fournis par ceux de l'extérieur n'avaient été admis par les dirigeants des 101,5 et les notables alliés, qu'à la condition qu'ils jouent le rôle d'intermédiaires dans les rapports avec la population paysanne du plateau, c'était la part tacite du contrat ; et que les bases de la sacro-sainte Unité, au plan local, ne soit remise en cause, ça avait été clairement dit ! Implicitement, les termes de pareil contrat avaient été acceptés, dans la mesure où ce que recherchaient la plupart des groupuscules, c'était vanter leur marque de lessive à la faveur de l'exceptionnel contexte que représentait la lutte des 101,5 point de vue publicité.

De l'eau avait coulé sous les ponts. Le gauchisme s'était essouffé dans ces pratiques de courtage ès-politique, au Noirzac comme ailleurs. Ce qui avait été considéré positif dans le produit de son activité, avait le plus souvent fait le profit des organisations de la gauche patentée...

Par monts et par vauls, autour du Causse l'affaire Mauzac a fait parler d'elle. Les groupuscules, en proie aux difficultés internes n'ont pas réagi. Mais les sirènes ont atteint d'autres oreilles, « personnalités » du monde universitaire ou littéraire, connues pour leurs travaux et le caractère « progressiste » de leurs options politiques. Quelques unes vont être tentées par l'explosion de cet événement singulier. Au nombre de celles-ci, et parmi les premières, M. Lacan-Gourou, monte sur le Causse, à l'appel pressant d'un de ses amis d'un comité de soutien parisien 31 au Noirzac.

ALLO!... SOMMAIRE ?!

Tarare où les bienfaits de la mono-industrie p.2
Merceron-Vicat, le Dassault grenoblois..... p.3
Du côté des écoles nouvelles: Halte à la démagogie.. p.5
Le Peuple Uni n'est pas toujours vainqueur..... p.7
VIOLENCE ET/OU NON-VIOLENCE p.9
La violence en question / Réponse au texte "la Violence en question" / Réponse au camarade de St Joseph / Violence et non-Violence dans l'insurrection Hongroise de 1956
Communiqué du G.I's

IL Y A 20 ANS LES CONSEILS OUVRIERS HONGROIS: Rappel des événements / ce que furent les conseils ouvriers du grand Budapest

page 13

La CNT en Espagne p.23
Les Murray risquent la corde en Irlande
La Jamaïque et Le Reggae p.24
Chine: la fin d'un Mythe p.25
Petit Dico de l'ennemi intérieur p.26
Suicide au Causse-Noirzac p.29

PERMANENCE:
TOUS LES MERCREDI
DE 18 À 20 HEURES,
13 RUE PIERRE BLANC
LYON 69001
ÉCRIRE: **H.L.**
BP 543 LYON CÉDEX 1



Directeur
publication:
J.J. Jay, 12
rue Philippe
de Lasalle,
69004 Lyon

ABONNEMENT
1 AN : 20 francs
de Soutien: à volonté

JBLC